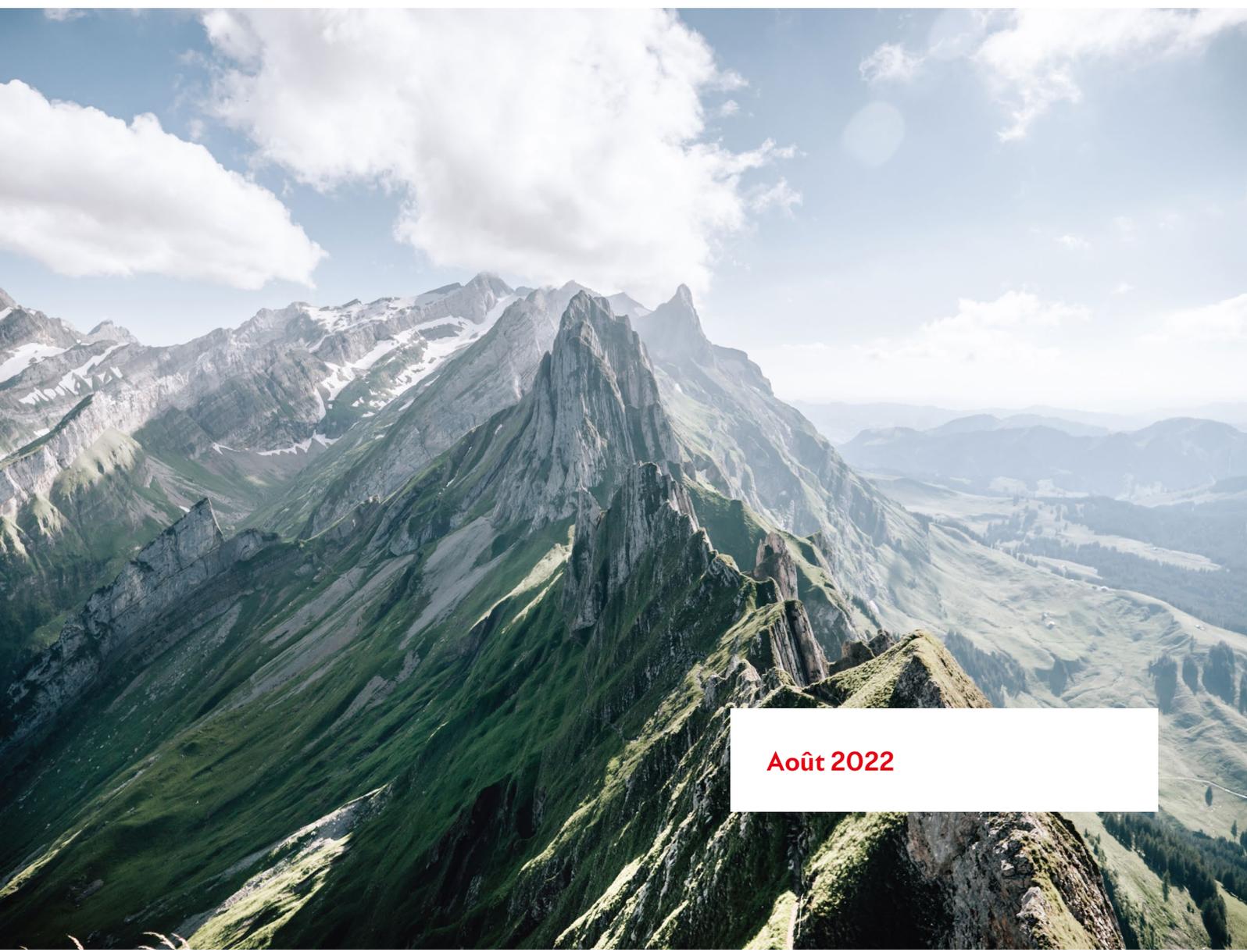


Baromètre bancaire 2022

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse



Août 2022

Table des matières

Executive Summary	3
Partie I: le secteur bancaire suisse	3
Partie II: évolution consolidée des banques	4
1. Environnement politique et économique	9
Développements économiques	9
Situation en matière de taux d'intérêt	11
Dettes publiques	13
Accès au marché	14
Mutation structurelle	15
Réglementation	17
Fiscalité	18
2. Résultat consolidé	19
2.1 Evolutions en 2021	20
2.1 Un premier semestre 2022 marqué par de fortes incertitudes	24
3. Opérations au bilan	26
3.1 Evolutions en 2021	27
3.2 Hausse du total consolidé des bilans au premier semestre 2022	35
4. Gestion de fortune	36
4.1 Evolutions en 2021	36
4.2 Recul des actifs sous gestion au premier semestre 2022	41
5. Emploi dans les banques en Suisse	41
5.1 Evolutions en 2021	41
5.2 Perspectives favorables à court terme en matière d'emploi	43
Bibliographie	47

Executive Summary

Dans la période d'incertitude actuelle, le secteur bancaire est plus que jamais un facteur clé de succès pour l'économie et la place financière de notre pays. La Suisse compte parmi les premières places financières au monde et occupe la position de leader en matière de gestion de fortune transfrontalière. A fin 2021, 239 banques opéraient en Suisse.

Partie I: le secteur bancaire suisse

La place financière suisse compte parmi les plus compétitives de la planète et est le numéro 1 mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière. Forte d'une réglementation exemplaire à l'échelon international, elle offre des conditions-cadres très propices à l'innovation technologique.

Evolution économique marquée par des tendances contraires

En comparaison internationale, la Suisse a jusqu'à présent bien surmonté la pandémie de COVID-19 du point de vue économique. Les mesures dictées par la crise sanitaire ont été progressivement assouplies en 2021, ce qui a entraîné une forte reprise économique et un recul du taux de chômage. En 2022, diverses incertitudes pèsent sur l'évolution conjoncturelle, comme par exemple la guerre en Ukraine et le risque de pénurie énergétique en résultant, mais aussi d'éventuelles nouvelles mesures liées à la pandémie de COVID-19 ainsi que la hausse des taux d'inflation. On table sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,6 %.

Relèvement des taux directeurs des banques centrales face à la persistance d'une forte inflation

En juin 2022, la Banque nationale suisse (BNS) a relevé son taux directeur pour la première fois depuis quinze ans et laissé entrevoir d'autres interventions sur les taux pour assurer la stabilité des prix. La Réserve fédérale américaine (Fed) et, dans une moindre mesure, la Banque centrale européenne (BCE), ont elles aussi réagi à la forte hausse des prix à la consommation en relevant leurs taux directeurs. La Fed a en outre commencé en juin 2022 à réduire son portefeuille d'emprunts, ce que la BCE n'envisage pas de faire avant 2024.

Dettes publiques toujours élevée à moyen terme

La dette publique, déjà considérable, a encore fortement augmenté en raison de la pandémie de COVID-19. Aucune décote ne se profile à moyen terme. Dans la zone euro en particulier, les hauts niveaux d'endettement entravent la sortie de la politique monétaire expansionniste. Quant à la Suisse, sa dette publique est relativement faible en comparaison internationale. Le Parlement examine actuellement deux solutions pour résorber l'endettement exceptionnel généré par la crise sanitaire.

Le Conseil fédéral décidé à poursuivre la voie bilatérale avec l'Union européenne

Le Conseil fédéral entend poursuivre la voie bilatérale et a défini les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'Union européenne (UE). L'accord institutionnel ayant été rejeté, l'objectif n'est plus de clarifier intégralement les questions institutionnelles (approche horizontale), mais d'ancrer des éléments institutionnels dans les différents accords sur le marché intérieur (approche verticale).

Les négociations entre la Suisse et le Royaume-Uni concernant la libéralisation et l'extension de l'accès mutuel au marché en matière de services financiers ont permis de résoudre d'importantes questions de principe. L'essentiel des accords intervenus devrait être formalisé dans un traité d'ici la fin de l'année 2022.

La monnaie numérique privée et la monnaie numérique de banque centrale au centre de l'attention mondiale

Pour répondre aux besoins d'une économie de plus en plus numérisée, des banques centrales, des banques et des entreprises technologiques du monde entier travaillent à la création de monnaies numériques. Selon la forme que prendront ces dernières, le modèle d'affaires des banques comme l'activité des banques centrales pourraient se trouver radicalement transformés. Dans un document de réflexion, l'Association suisse des banquiers (ASB) a initié un débat important sur les monnaies numériques, leur conception, leur utilisation ainsi que leurs conséquences économiques et sociales.¹

Entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance sur les liquidités applicable aux banques d'importance systémique

Cette nouvelle réglementation repose sur deux piliers: d'une part, des exigences de base, strictement calibrées et soumises à publication, et d'autre part, des exigences supplémentaires spécifiques aux établissements, qui peuvent être fixées par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Le Conseil fédéral a largement pris en compte les critiques formulées par l'ASB.

Projet de l'Organisation de coopération et de développement économiques en vue d'introduire un impôt minimum mondial

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) propose d'introduire un impôt minimum mondial de 15 % sur les bénéfices d'exploitation des multinationales. En tant que pays axé sur les exportations, avec une fiscalité modérée et un marché intérieur réduit, la Suisse serait fortement impactée et ses principales banques directement concernées. L'ASB prône une mise en œuvre nationale pragmatique et s'engage au nom de ses membres pour maintenir le modèle qui a fait le succès de la Suisse.

Partie II: évolution consolidée des banques

En 2021, les banques ont confirmé leur bonne santé. Le résultat consolidé s'est inscrit en hausse, grâce notamment au résultat des opérations de commissions et prestations de services. Le total consolidé des bilans a fait de même. Pour la deuxième année consécutive, les effectifs du secteur bancaire ont légèrement augmenté.

¹ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/l-asb-publie-un-document-de-reflexion-sur-les-monnaies-numeriques>.

Rôle majeur du résultat des opérations de commissions et prestations de services dans le résultat consolidé

Le résultat des opérations de commissions et prestations de services, en hausse de 10,9 % grâce à la forte progression des cours des titres en 2021, est devenu la composante majeure du résultat consolidé des banques – et ce pour la première fois depuis 2015. En revanche, le résultat des opérations de négoce s'est inscrit en baisse, alors qu'il s'était encore nettement étoffé en 2020. Au total, ces deux évolutions conjuguées ont abouti à un résultat consolidé en hausse de 1,4 %. Dans un contexte de taux bas qui reste difficile à gérer pour les banques, le résultat des opérations d'intérêts n'a que légèrement progressé. La BNS a encaissé CHF 1,3 milliard d'intérêts négatifs en 2021. L'essentiel de ce montant provient de banques, dont il continue de grever fortement les résultats.

Le bénéfice brut généré par l'activité des banques a augmenté de 3,1 % en 2021. Les banques ont versé CHF 2,6 milliards d'impôts aux caisses de l'Etat.

Forte hausse des liquidités, les créances hypothécaires toujours en tête des postes d'actif

En 2021, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a augmenté de 3,5 %, à CHF 3 587,8 milliards. Les liquidités, en hausse de 11,1 %, ont contribué de manière déterminante à l'augmentation des actifs. Après la forte progression observée en 2020, les comptes de virement des banques auprès de la BNS ont encore augmenté de 4,4 % en 2021 et retrouvé leur niveau d'avant la pandémie de COVID-19. Les créances hypothécaires sont restées le poste d'actif le plus important des banques suisses, à 31,6 %. Entre 2011 et 2021, elles ont joué un rôle moteur du côté des actifs, de même que les liquidités. Ces dernières ont enregistré une augmentation spectaculaire sur la même période, passant de CHF 259 milliards à CHF 760,6 milliards – une évolution due notamment aux prescriptions de Bâle III en matière de liquidités, mais aussi au franc fort et au contexte de taux bas. Les taux bas rendent aussi la propriété immobilière plus attrayante et ont favorisé l'augmentation des créances hypothécaires d'environ 40 % observée sur les dix dernières années.

Trajectoire haussière pour les dépôts à vue comme pour les dépôts à terme

Du côté des passifs, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont augmenté de 4,6 %. A fin 2021, ils représentaient au total 57,5 % du total des bilans. Cette augmentation résulte de la hausse d'environ 10 % affichée tant par les dépôts à vue que par les dépôts à terme qui reflète le taux d'épargne exceptionnellement élevé consécutif à la pandémie de COVID-19. En revanche, les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle et les engagements résultant des opérations de négoce ont diminué. La hausse des dépôts à terme s'inscrit à rebours de l'évolution observée au cours des dix dernières années. Entre 2011 et 2021, la part des dépôts à terme dans le total des passifs est en effet passée de 12 % à 7 %, tandis que la part des dépôts à vue passait de 22,9 % à 35,7 %. Le contexte de taux bas fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par rapport aux dépôts à vue, d'où des arbitrages au détriment des premiers.

Forte hausse des actifs sous gestion

Alors qu'ils s'inscrivaient encore en léger recul en 2020, les actifs sous gestion ont enregistré en 2021 une hausse notable de 12,1 %. Cette hausse concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux de la clientèle étrangère. Elle a été portée par la forte augmentation des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients (+14,3 %). En revanche, les engagements fiduciaires ont baissé (-10,8 %), de même que les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (-3,6 %). Si les actifs sous gestion ont

augmenté de 68 % entre 2011 et 2021, la part détenue par des clientes et des clients étrangers est passée de 51 % à 47,4 %. Cela s'explique notamment par l'appréciation du franc suisse, qui se répercute davantage sur la clientèle étrangère car celle-ci détient davantage d'actifs en monnaies étrangères que la clientèle suisse.

Effectifs des banques en augmentation pour la deuxième année consécutive

En 2021, les 239 banques suisses ont enregistré une augmentation de leurs effectifs (+619 équivalents plein temps) pour la deuxième année consécutive. Cette évolution récente ne constitue pas nécessairement une inversion de tendance, même si les effectifs du secteur bancaire n'avaient cessé de baisser depuis 2013 en raison de la consolidation de la branche, de la réglementation accrue et de l'externalisation de certaines activités. A la fin de l'année 2021, le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) à 2,4 %, soit légèrement en deçà de celui de l'économie globale.

Graphique 1

Structure du secteur bancaire suisse, fin 2021

Groupe bancaire	2020	2021	Nouveaux établissements	Répartition	Réduction du nombre d'établissements
Banques cantonales	24	24	0	0	0
Grandes banques	4	4	0	0	0
Banques régionales et caisses d'épargne	59	59	0	0	0
Banques Raiffeisen	1	1	0	0	0
Banques étrangères	94	93	2	-2	1
Banquiers privés	5	5	0	0	0
Banques boursières	39	36	0	-3	0
Autres banques	17	17	0	0	0
Total	243	239	2	-5	1

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

A fin 2021, les grandes banques comptaient au total 314 emplois à plein temps de moins qu'à fin 2020. Les autres groupes de banques, à l'exception du groupe Banquiers privés, ont en revanche accru leurs effectifs.

Selon l'enquête réalisée par l'ASB, les effectifs des banques suisses ont augmenté d'environ 1 % au premier semestre 2022, mais avec une dynamique plus forte à l'étranger (+1,5 %) qu'en Suisse (+0,4 %). Le SECO relève sur la même période une baisse du taux de chômage dans le secteur financier, à 2,2 %. Les perspectives d'ici la fin de l'année se présentent sous un jour favorable. Alors que 5,7 % seulement des banques interrogées prévoient de supprimer des emplois, 38,3 % d'entre elles prévoient d'en créer. Toujours selon l'enquête réalisée par l'ASB, c'est surtout dans les domaines Retail Banking, Wealth Management et Logistique et Operations (*back office*) que les effectifs devraient s'accroître au second semestre 2022

Un premier semestre 2022 marqué par de fortes incertitudes

Instabilité géopolitique, hausse de l'inflation, retour à une politique monétaire plus restrictive, tels sont les aspects marquants du contexte économique en 2022. Ils vont de pair avec une évolution défavorable des marchés d'actions, qui se répercute tant sur les bilans que sur les actifs sous gestion des banques en Suisse. Après avoir fortement augmenté en 2021, ces derniers ont diminué de 4,4 % sur les cinq premiers mois de l'année 2022. Entre janvier et mai, le total consolidé des bilans s'est inscrit en hausse de 1,3 %. Du côté des actifs, les augmentations majeures concernent les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les autres actifs, tandis que les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux se sont fortement réduits. Du côté des passifs, les dépôts à terme sont restés sur leur lancée de 2021 et ont progressé de 10,9 %, tandis que les dépôts à vue reculaient de 1,4 %. Le tournant en matière de taux d'intérêt devrait continuer à favoriser les dépôts à terme.

Graphique 2

Chiffres clés du secteur bancaire

	2020	2021	Variation par rapport à 2019
Nombre d'établissements	243	239	-4
Effectifs (en équivalents plein temps, en Suisse)	89 958,0	90 576,6	0,7%
			0,0%
<i>en milliards de CHF</i>			0,0%
Résultat consolidé	69,9	70,9	1,4%
Résultat des opérations d'intérêts	23,6	23,8	1,2%
Résultat des opérations de commissions et prestations de services	23,0	25,5	10,6%
Résultat des opérations de négoce	10,9	7,7	-29,6%
Autres résultats ordinaires	12,4	13,9	11,9%
Bénéfice brut généré par l'activité	27,4	28,3	3,1%
Impôts sur le revenu et le bénéfice	1,9	2,6	38,8%
Résultat sur la période (bénéfice annuel, perte annuelle)	13,7	7,8	-42,8%
Bénéfices annuels	14,5	9,0	-37,7%
Pertes annuelles	0,8	1,2	50,0%
Total des bilans	3 467,3	3 587,8	3,5%
Encours de crédit	1 259,1	1 294,1	2,8%
Actifs sous gestion en Suisse	7 878,7	8 830,3	12,1%
Actifs sous gestion transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s	2 160,7	2 395,3	10,9%

Tableau: Association suisse des banquiers · Sources: Banque nationale suisse, Boston Consulting Group

1. Environnement politique et économique

Développements économiques

Après une année 2021 fructueuse, les banques en Suisse ont opéré au premier semestre 2022 dans un contexte très différent, marqué par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, par des problèmes d'approvisionnement au sein de l'économie et par de fortes tendances inflationnistes.

Passage sans transition de la lutte contre la pandémie à la gestion d'une crise géopolitique et de ses conséquences: les restrictions économiques liées au COVID-19 ont encore été prégnantes au premier trimestre 2021. Cependant, par rapport au premier lockdown de 2020, la contraction de l'économie est restée limitée. Plusieurs explications à cela: d'une part, les restrictions étaient moins drastiques et d'autre part, beaucoup d'entreprises étaient mieux préparées, des mesures élargies de soutien étatique étaient en place, et les consommateurs.trices n'ont pas eu à adapter leur comportement autant que précédemment.² A partir du deuxième trimestre 2021, l'immunisation croissante de la population a permis de lever progressivement les restrictions. Il s'en est suivi une forte reprise économique et un recul du taux de chômage. Au troisième trimestre 2021, la Suisse affichait déjà une performance économique supérieure à celle enregistrée au quatrième trimestre 2019, soit à la veille de la crise sanitaire. Ce redressement conjoncturel rapide a toutefois été freiné au second semestre 2021 par des pénuries de biens intermédiaires, par un manque de capacités de transport, ainsi que par l'augmentation des prix et des délais de livraison. Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), les difficultés d'approvisionnement devraient perdurer jusqu'en 2023.³

Au premier trimestre 2022, la reprise de l'économie suisse s'est poursuivie et le nombre de postes à pourvoir a dépassé pour la première fois le nombre de personnes en recherche d'emploi. Mais la situation macroéconomique internationale n'est pas sans nuages, ce qui génère de lourdes incertitudes et trouble les perspectives conjoncturelles: la guerre en Ukraine, dont on ignore la durée, les effets des sanctions internationales contre la Russie, la possible pénurie énergétique à venir, les confinements en Chine face au COVID-19, l'éventualité d'une nouvelle vague pandémique et le niveau élevé de la dette publique à l'échelon international menacent de freiner fortement la relance économique. Un risque immédiat réside dans la hausse des taux d'inflation. L'augmentation des prix des biens intermédiaires dans l'industrie et des prix de l'énergie se répercute de plus en plus sur les prix à la consommation. En février 2022, le renchérissement de ces derniers a dépassé pour la première fois depuis 2008 l'objectif d'inflation de la Banque nationale suisse (BNS), fixé à 2 %, et atteignait 3,4 % en juin 2022. L'inflation actuelle est imputable pour environ la moitié à la hausse des prix de l'énergie, l'inflation sous-jacente s'établissait en juin à 1,9 %. En comparaison internationale, le renchérissement en Suisse reste toutefois modéré pour le moment. Le SECO anticipe pour 2022 une croissance de 2,6 % du produit intérieur brut (PIB) suisse, a identifié de nombreux risques de dégradation et table sur un ralentissement conjoncturel en 2023.⁴

² SECO (2021). Tendances conjoncturelles. Printemps 2021.

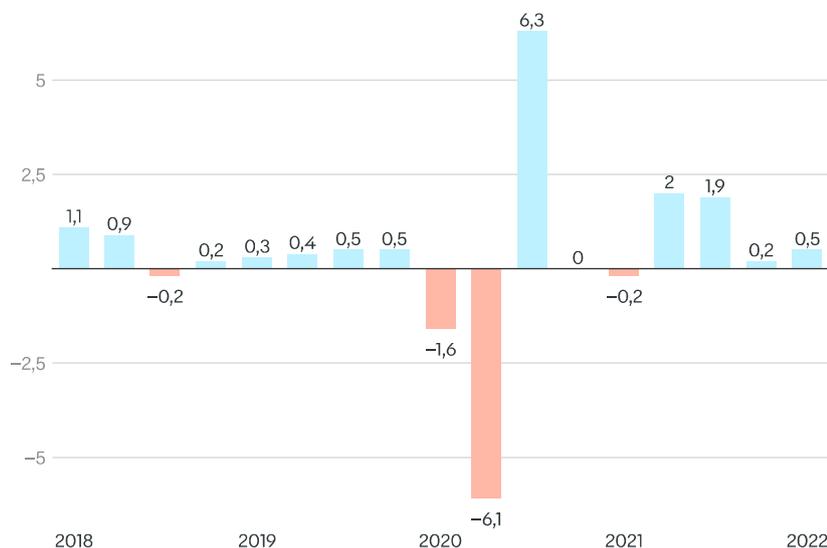
³ SECO (2021). Tendances conjoncturelles. Hiver 2021/2022.

⁴ SECO (2022). Tendances conjoncturelles. Été 2022.

Graphique 3

PIB de la Suisse, réel, corrigé des variations saisonnières, 2018–2022

Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %

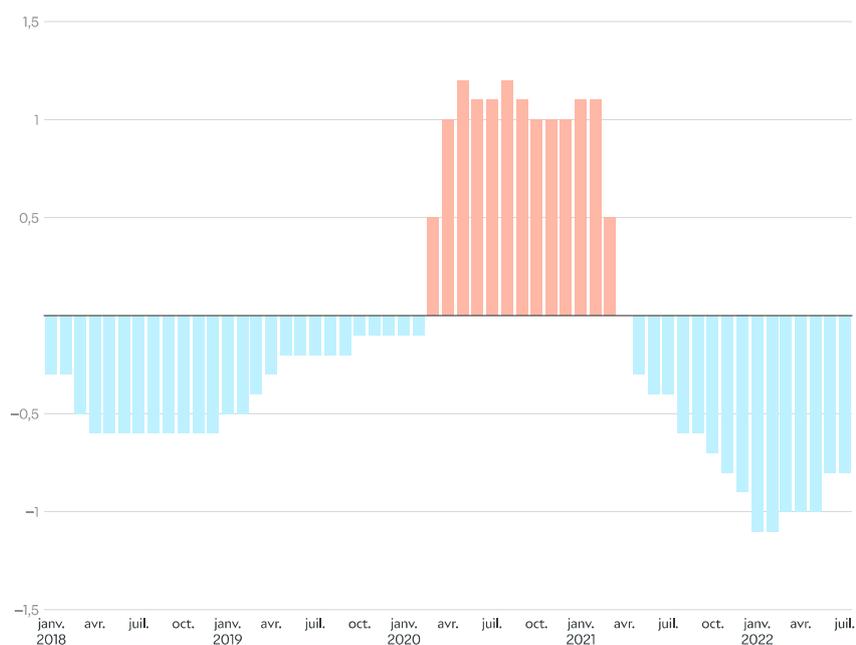


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Secrétariat d'Etat à l'économie 2022

Graphique 4

Taux de chômage, 2019–2022

Variation par rapport au même mois de l'année précédente, en %



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Secrétariat d'Etat à l'économie 2022

Situation en matière de taux d'intérêt

Les taux d'inflation restant obstinément élevés, la BNS, la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque centrale européenne (BCE) et d'autres banques centrales ont relevé leurs taux d'intérêt de référence et laissé entrevoir d'autres interventions sur les taux. Cette normalisation de la politique monétaire ne va pas sans risques conjoncturels.

Poussée par la persistance de taux d'inflation élevés, la Fed a relevé en quatre étapes la marge de fluctuation de son taux directeur, fixée désormais entre 2,25 et 2,5 points de pourcentage. Elle a en outre commencé en juin 2022 à réduire son portefeuille d'emprunts. La forte inflation résulte selon elle de la hausse des prix de l'énergie, d'un déséquilibre entre l'offre et la demande consécutif à la pandémie de COVID-19 ainsi que d'une pression générale sur les prix. Elle n'exclut pas de nouvelles interventions sur les taux afin d'assurer la stabilité des prix et juge que l'économie américaine est suffisamment robuste pour supporter une hausse des taux.⁵

La BCE a cessé elle aussi de considérer que la hausse de l'inflation était un phénomène passager. En juillet, elle a donc relevé son taux directeur de 0,5 point de pourcentage et mis un terme aux achats nets d'actifs dans le cadre de son Asset Purchase Programme (APP). Mais en parallèle, elle a créé l'instrument de protection de la transmission (IPT), qui ne prévoit pas de restrictions sur les volumes d'achat.⁶ Elle n'envisage pas de réduire son bilan avant 2024.⁷ Sa sortie relativement frileuse de la politique monétaire expansionniste s'explique avant tout par les niveaux d'endettement très élevés de certains pays de la zone euro ainsi que par le ralentissement conjoncturel. Dans ces circonstances, la BCE a fait savoir à l'issue d'une réunion exceptionnelle qu'elle ferait preuve de plus de flexibilité dans le réinvestissement des titres arrivant à échéance⁸, ce qui devrait aller de pair avec des rachats accrus d'emprunts d'Etat émis par des pays fortement endettés. L'avenir nous dira dans quelle mesure une telle approche est compatible à moyen et long terme avec le maintien de la stabilité des prix.

Quant à la BNS, pour la première fois depuis quinze ans et sans crier gare, elle a relevé son taux directeur d'un demi-point de pourcentage en juin 2022, à -0,25 % – cela afin de contrer la pression inflationniste accrue. Selon elle, l'inflation est appelée à perdurer un certain temps en raison de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires d'une part, des difficultés d'approvisionnement d'autre part, sans compter qu'il y a des signes d'effets secondaires. Elle n'exclut pas d'autres hausses des taux pour assurer la stabilité des prix et se réserve d'intervenir au besoin sur le marché des devises. Le facteur d'exonération servant à calculer la part des avoirs à vue des banques à la BNS qui est exemptée du taux d'intérêt négatif est ramené de 30 à 28: l'objectif est que suffisamment d'avoirs à vue soient soumis au taux d'intérêt négatif et que ce dernier se répercute comme on le souhaite sur le marché monétaire.⁹ A fin 2021, le taux d'intérêt négatif concernait environ CHF 174 milliards d'avoirs à vue détenus en Suisse par des banques et d'autres acteurs financiers. Le produit en résultant pour la BNS s'est établi à CHF 1,3 milliard.¹⁰ En réaction à la hausse des taux, diverses banques suisses ont fait savoir qu'elles allaient adapter leurs commissions sur avoirs. Le tournant en matière de taux d'intérêt, qui se manifeste aussi sur la partie longue en raison de la hausse des prévisions d'inflation et des risques économiques, entraînera à moyen terme des arbitrages

⁵ Fed (2022). FOCM statement and implementation note des 4 mai, 15 juin et 27 juillet 2022.

⁶ BCE (2022). L'instrument de protection de la transmission.

⁷ BCE (2022). Décisions de politique monétaire des 9 juin et 21 juillet 2022.

⁸ BCE (2022). Déclaration à la suite de la réunion exceptionnelle du Conseil des gouverneurs du 15 juin 2022.

⁹ BNS (2022). Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire.

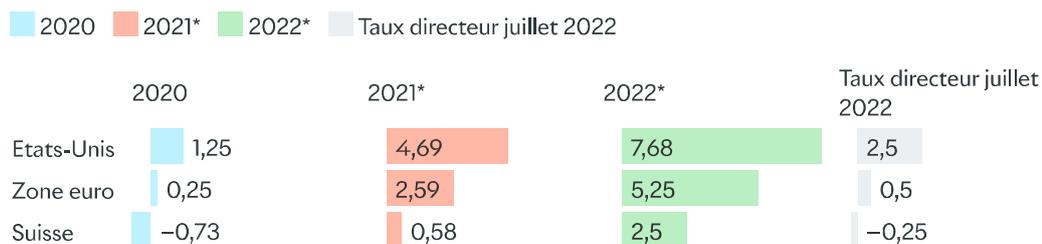
¹⁰ BNS (2022). Rapport de gestion 2021.

entre les catégories de placement et devrait freiner quelque peu l'accroissement de la demande immobilière.

Graphique 5

Evolution de l'inflation et taux directeur

Variation moyenne des prix en %

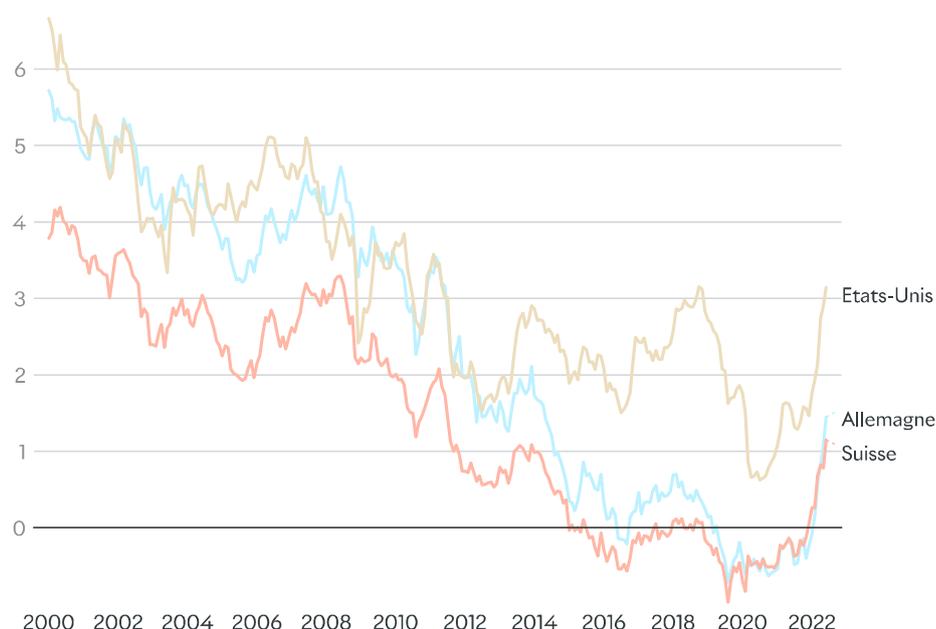


* Prévisions

Graphique: Association suisse des banquiers - Sources: Fonds monétaire international - Perspectives de l'économie mondiale avril 2022, Banque centrale européenne, Federal Reserve, Banque nationale suisse

Graphique 6

Rendement des emprunts d'Etat à 10 ans, 2000-2022



Graphique: Association suisse des banquiers - Sources: Banque nationale suisse, Federal Reserve, Deutsche Bundesbank

Dettes publiques

En raison de la pandémie de COVID-19, la dette publique s'est encore creusée dans le monde entier et elle restera élevée à moyen terme. La hausse des taux d'intérêt en fait une charge substantielle pour de nombreux pays.

Les dépenses exceptionnelles générées par la pandémie de COVID-19, la baisse des recettes publiques ainsi qu'une performance économique en berne ont encore creusé la dette publique, qui s'établit à un niveau élevé. Le taux d'endettement public moyen à l'échelon mondial a atteint un nouveau pic en 2020, à 99 % du PIB. Selon le Fonds monétaire international (FMI), il ne devrait pas reculer significativement avant 2027. Les fortes incertitudes liées à la guerre en Ukraine, le ralentissement attendu de la croissance économique ainsi que d'éventuelles mesures de politique sociale visant à atténuer l'impact de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires maintiennent la pression sur les finances publiques. Dans le même temps, comme l'inflation est forte et volatile, les emprunts d'Etat perdent de leur attrait à moyen terme et deviennent donc plus difficiles à refinancer.¹¹ Les niveaux d'endettement très élevés ainsi que les écarts de rendement accrus sur les emprunts d'Etat compliquent la sortie de la politique monétaire expansionniste et par là même inflationniste, en particulier dans la zone euro. Afin de prévenir les effets néfastes de la charge des intérêts sur les finances publiques et la dynamique économique, il est tentant pour les banques centrales de ne relever les taux d'intérêt que modérément et d'être moins sourcilieuses quant aux risques d'inflation. La politique monétaire pourrait ainsi rester un instrument de politique budgétaire, ce qui met en question l'indépendance des banques centrales.

Avant la pandémie de COVID-19, la Suisse affichait une dette publique faible en comparaison internationale grâce au frein à l'endettement. Elle disposait d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour financer les mesures exceptionnelles de soutien à son économie. En août 2021, le Conseil fédéral a mis en consultation deux solutions pour réduire la dette exceptionnelle liée à la pandémie de COVID-19. La première consiste à compenser l'intégralité de la dette au moyen d'excédents de financement, la seconde prévoit de se limiter à la moitié de la dette et de compenser le solde au moyen des montants alloués à la réduction de la dette des années passées. Dans les deux cas, les distributions additionnelles de la BNS seraient directement affectées à la réduction de l'endettement. Des mesures d'économies ou des hausses d'impôts ne sont pas prévues. Bien que les participant.e.s à la consultation aient approuvé en majorité la seconde solution, le Conseil fédéral a proposé en mars 2022, dans son message au Parlement, d'adopter la première et de compenser l'intégralité de la dette liée à la pandémie de COVID-19, qui est de l'ordre de CHF 25 à 30 milliards. Il souhaite en effet intervenir le moins possible dans le système du frein à l'endettement, dont l'efficacité est avérée, et revenir à la stabilité budgétaire qui prévalait avant la pandémie.¹² Le projet est en cours d'examen au Parlement.

¹¹ FMI (2022). Moniteur des finances publiques. La politique budgétaire, de la pandémie à la guerre.

¹² Conseil fédéral (2022). Message relatif à la modification de la loi sur les finances (réduction de l'endettement lié au coronavirus) du 18 mars 2022.

Graphique 7

Dettes publiques des pays industrialisés, 2019 et 2021

En % du PIB



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Fonds monétaire international – Perspectives de l'économie mondiale avril 2022

Accès au marché

Après le rejet de l'accord institutionnel, le Conseil fédéral a confirmé son intention de poursuivre la voie bilatérale avec l'Union européenne (UE). Parallèlement, les négociations en vue d'un accord sur les services financiers entre la Suisse et le Royaume-Uni avancent.

• Swiss Banking

Le Conseil fédéral a décidé en mai 2021 de ne pas signer l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. Cet accord aurait renforcé durablement les relations bilatérales avec l'UE, accru la sécurité juridique et contribué à un meilleur accès au marché pour les banques suisses. En février 2022, lors de sa séance spéciale sur la politique européenne, le Conseil fédéral a réaffirmé l'intérêt de la Suisse à poursuivre la voie bilatérale et défini les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'UE. Il entend ancrer des éléments institutionnels dans les différents accords sur le marché intérieur (approche verticale) plutôt que de clarifier intégralement les questions institutionnelles (approche horizontale). Il souhaite en outre négocier de nouveaux accords sur le marché intérieur dans les domaines de l'électricité et de la sécurité alimentaire ainsi que des accords d'association dans les domaines de la recherche, de la santé et de l'éducation.

L'Association suisse des banquiers (ASB) salue la volonté du Conseil fédéral de renforcer la voie bilatérale et de débloquent la politique européenne. Lors de sa séance spéciale du 17 juin 2022, le Conseil fédéral a annoncé une intensification des discussions avec l'UE. La branche réclame toutefois que les demandes des banques en vue d'améliorer l'accès au marché figurent à l'ordre du jour du dialogue avec l'UE. En Suisse, la gestion de fortune transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s établi.e.s dans l'UE est une activité exportatrice importante: ces client.e.s confient aujourd'hui quelque CHF 1 000 milliards à nos banques. Cela génère des recettes fiscales à hauteur d'environ CHF 1,5 milliard par an et crée de l'emploi pour près de 20 000 personnes.¹³ Afin que la Suisse puisse exploiter pleinement ces atouts, il est essentiel de mettre en place des solutions viables et durables en matière d'accès au marché. L'ASB demande en outre que la Confédération reste mobilisée de manière proactive pour éviter tout nouvel obstacle à l'accès au marché.

Depuis la signature du «Joint Statement» par les ministres des finances de la Suisse et du Royaume-Uni, le 30 juin 2020, la libéralisation et l'extension de l'accès au marché dans le domaine des services financiers font l'objet d'intenses négociations. L'objectif est de formaliser l'essentiel dans un traité pour la fin de l'année 2022, en apportant une réelle valeur ajoutée. Il est prévu que ce traité se fonde sur le principe – jugé pertinent par la branche – de reconnaissance mutuelle (*mutual recognition*) en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers et le cadre prudentiel.

En 2021, les négociations ont permis de clarifier d'importantes questions de principe. Le Royaume-Uni a notamment reconnu l'équivalence de la réglementation boursière suisse. Lors de leur rencontre londonienne intervenue fin 2021, les ministres des finances des deux pays se sont montrés très optimistes et ont fixé d'autres étapes à venir. Pour les banques suisses, il est très important que les services d'investissement transfrontaliers destinés aux particuliers fortunés soient inclus dans le périmètre du traité. Les activités à caractère bancaire nécessitent toutefois encore des clarifications techniques et des négociations approfondies. Au premier semestre 2022, on a procédé par ailleurs à l'évaluation de l'équivalence sur la base du champ d'application du traité.

Mutation structurelle

Le secteur bancaire, comme d'autres, connaît une mutation structurelle constante. Les banques adaptent leurs modèles d'affaires, leurs processus et leurs structures aux

¹³ ASB (2019). L'accès au marché de l'UE pour les banques suisses – Importance et perspectives. Document de travail ASB.

changements économiques et sociaux, aux nouvelles possibilités technologiques ainsi qu'à l'évolution des besoins de la clientèle.

Selon la dernière étude de BAK Economics, le secteur financier a généré environ un septième de la valeur ajoutée brute de la Suisse en 2020.¹⁴ Mais sans doute sa contribution est-elle plus importante encore. Au vu du contexte concurrentiel et réglementaire, diverses banques ont en effet adapté leur structure organisationnelle et procédé à des transferts de personnel vers des sociétés de services intragroupe sans licence bancaire. La création de valeur directe des banques apparaît donc moindre qu'elle n'est en réalité. En outre, on comptabilise à part la création de valeur des plateformes numériques (*crowdfunding*, trafic des paiements, etc.) qui ne sont pas exploitées directement par des établissements financiers classiques, alors qu'elles sont très étroitement liées au secteur financier.

En 2020, environ 10 % de l'ensemble des emplois en Suisse dépendaient directement ou indirectement du secteur financier.¹⁵ La numérisation fait évoluer les profils professionnels des personnes employées dans ce secteur: les compétences demandées concernent de plus en plus l'informatique, la gestion des crédits et des risques, ou encore la recherche et le développement de produits. Sont de plus en plus recherchées également, au-delà des compétences techniques, des compétences de base comme l'approche interdisciplinaire, la résolution de problèmes, la volonté d'apprendre, la communication et la créativité.

La mutation structurelle concerne aussi les modèles de création de valeur des banques suisses. Infrastructure performante, capacités numériques, agilité technique et organisationnelle, collaboration dépassant le cadre de l'entreprise et étendue à des écosystèmes, tels sont les fondements d'un modèle porteur d'avenir.¹⁶

L'ouverture des interfaces, assortie d'une coopération constructive entre les banques et les entreprises FinTech, répond au besoin de la clientèle de combiner les offres de services financiers qu'elle juge optimales pour elle. Exploiter pleinement ce potentiel considérable suppose que les établissements financiers génèrent ensemble de la valeur ajoutée pour les client.e.s, et ce sur la base de solutions faisant appel aux mécanismes de marché. A cet effet, l'ASB et Swiss Fintech Innovations (SFTI) ont développé, en partenariat avec tous les acteurs concernés de la place financière, un système de répartition des rôles en vue de leur coopération future dans le domaine de l'open finance.¹⁷ Le fait que le secteur de la gestion de fortune se soit entendu sur des interfaces numériques communes et ait constitué l'OpenWealth Association pour en assurer la gestion témoigne du succès de l'approche suisse fondée sur l'économie de marché.

La monnaie numérique privée et la monnaie numérique de banque centrale sont susceptibles de générer une forte valeur ajoutée économique et sociale. Des banques centrales, des banques et des entreprises technologiques du monde entier travaillent à la création de monnaies numériques. Ces dernières, selon la forme qu'elles prendront, pourraient transformer radicalement tant les modèles d'affaires des banques que l'activité des banques centrales. Dans un document de réflexion, l'ASB a impulsé un débat important

¹⁴ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/6/d/5/3/6d5324d28c997636177962a51cdf87b9937b0ac5/BAK_Economics_Importance_secteur_financier_suisse_2021.pdf

¹⁵ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/le-secteur-financier-suisse-un-employeur-important-et-un-moteur-de-l-economie-y-compris-en-periode-de-crise>

¹⁶ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/communiqués-de-presse/nouveaux-modeles-de-creation-de-valeur-faut-il-un-changement-au-sein-des-banques>

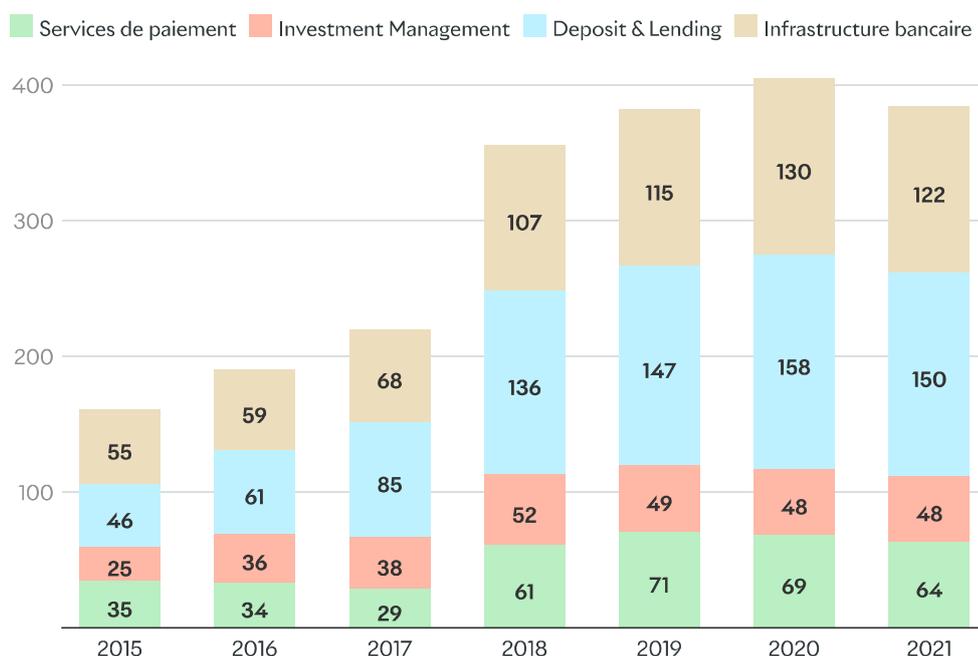
¹⁷ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/open-finance-deux-associations-sectorielles-posent-les-bases-d-une-place-financiere-ouverte>

sur les monnaies numériques, leur utilisation ainsi que leurs conséquences économiques et sociales.¹⁸ Considérant que l'avenir appartient aux monnaies numériques émises par des fournisseurs réglementés, elle intensifie ses travaux à ce sujet et se positionne comme un centre de gravité dans le domaine de l'argent numérique.

Graphique 8

Entreprises FinTech suisses, 2015–2021

Par types de produits



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Institut für Finanzdienstleistungen Zug - FinTech Study 2022

Réglementation

La réglementation concernant les banques et les marchés financiers est un facteur majeur d'attractivité et de compétitivité pour la place financière suisse. Dans la troisième édition du *Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index* (GFRTCI), la Suisse compte toujours parmi les pays les mieux placés.¹⁹

Le Conseil fédéral a mis en vigueur au 1^{er} juillet 2022 la modification de l'ordonnance sur les liquidités applicable aux banques d'importance systémique, en prévoyant un délai transitoire de dix-huit mois. Cette nouvelle réglementation repose sur deux piliers: d'une part, des exigences de base, strictement calibrées

¹⁸ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/6/2/5/9/625970519933d30dbbdce86fa97c540b9d82bd2e/ASB_Document_de_reflexion_CDBC_FR.pdf

¹⁹ <https://industry.sfi.ch/en/publications?publication=79654>

• Swiss Banking

et soumises à publication; d'autre part, des exigences supplémentaires spécifiques aux établissements, qui peuvent être fixées par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Les critiques formulées par l'ASB ont été largement prises en compte par le Conseil fédéral.

Suite à la révision de la loi sur les banques, il y a lieu d'adapter les dispositions concernant l'insolvabilité et la garantie des dépôts dans l'ordonnance sur les banques. L'ASB soutient pour l'essentiel les propositions du Conseil fédéral en matière de garantie des dépôts, mais considère qu'il faut prévoir une variante de préfinancement supplémentaire incluant une solution de dépôt via la BNS. En revanche, les nouvelles exigences imposées aux banques d'importance systémique pour assurer leur capacité d'assainissement ou de liquidation (*resolvability*) requièrent selon elle d'importantes modifications. Des précisions sont également jugées nécessaires en ce qui concerne les sociétés de groupes financiers d'importance systémique ainsi que les instruments de *bail-in* des banques cantonales.

L'ASB a mis à jour ses recommandations concernant l'amortissement des crédits COVID-19. En principe, les remboursements devaient démarrer au 31 mars 2022, comme initialement prévu. Toutefois, les entreprises qui restent fortement impactées par la pandémie doivent pouvoir bénéficier d'un report du début de l'amortissement, et ce sans formalités excessives. S'agissant des prêts intragroupe, le Conseil fédéral a confirmé la position de l'ASB: l'octroi de prêts actifs à d'autres sociétés suisses du groupe est autorisé dès lors qu'il sert à satisfaire aux obligations d'amortissement à venir.

La troisième édition du GFRTCI montre qu'en matière de réglementation des marchés financiers, de transparence et de conformité (compliance), la Suisse figure toujours dans le peloton de tête à l'échelon international. Elle a reculé de quelques places par rapport aux deux premières éditions, alors même que la valeur de son indice a progressé légèrement sur une année. Ce recul s'explique par le fait que le dispositif de Bâle III a été mis en œuvre tardivement dans l'UE, où le contexte réglementaire s'est dès lors amélioré. Globalement, les pays les mieux placés sont si proches les uns des autres que le classement n'est pas significatif.

Fiscalité

Une fiscalité attrayante et des règles efficaces en matière de compliance sont des atouts essentiels pour le secteur financier suisse. Entrent principalement dans ce cadre, outre l'imposition de l'activité des banques elles-mêmes, les règles visant à assurer la conformité fiscale de leurs clientes et de leurs clients.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté son nouveau Cadre de déclaration des crypto-actifs (*Crypto Asset Reporting Framework, CARF*), un projet qui mettrait en place un dispositif spécifique d'échange automatique de renseignements (EAR) pour les actifs virtuels. L'ASB est favorable à l'égalité de traitement entre le «crypto-monde» et le marché financier traditionnel en matière de transparence fiscale. Mais la juxtaposition du CARF et de l'EAR crée une redondance inutile pour les banques. Dans le cadre de l'EAR, ces dernières sont en effet déjà tenues de déclarer tous les actifs qu'elles détiennent en dépôt, y compris les crypto-actifs. L'ASB demande donc, conjointement avec les

associations bancaires internationales, que tous les crypto-actifs détenus par des banques soient exclus du CARF.²⁰

En janvier 2022, le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative à la création d'un cadre juridique pour les trusts en Suisse. A l'heure actuelle, les acteurs concernés dans notre pays sont obligés de se tourner vers des trusts étrangers. Un trust suisse ouvrirait de nouvelles perspectives en matière d'utilisation et de potentiel d'affaires, accroîtrait la sécurité juridique et renforcerait ainsi la place économique suisse. Cependant, la proposition du Conseil fédéral n'est pas à la hauteur de ces ambitions. Le nouveau régime fiscal proposé priverait la place suisse de tout attrait non seulement pour les nouveaux trusts, mais aussi pour les trusts existants. Cela pèserait sur l'activité des banques suisses à court et long terme. L'ASB rejette donc intégralement ce projet.²¹

Dans le domaine de la fiscalité des entreprises, l'OCDE a entrepris depuis quelques années d'élaborer de nouvelles règles visant à redistribuer les recettes fiscales mondiales. En tant que pays axé sur les exportations, dont la fiscalité est modérée et le marché intérieur réduit, la Suisse sera fortement impactée par l'impôt minimum mondial tel qu'il est prévu. Le 23 juin 2022, le Conseil fédéral a pourtant proposé au Parlement de transposer les nouvelles règles d'imposition. Il souhaite ainsi préserver la compétitivité de la Suisse et de son économie, mais aussi créer les conditions requises pour conserver les emplois et les recettes fiscales sur le territoire national. L'ASB prône une mise en œuvre pragmatique et s'engage au nom de ses membres pour maintenir le modèle qui a fait le succès de la Suisse.

Une place économique et financière solide a besoin notamment d'un marché des capitaux solide. Or la Suisse voit s'affaiblir son marché des capitaux, son marché monétaire et son marché du crédit, en raison surtout d'entraves fiscales comme l'impôt anticipé et les droits de timbre. En proposant une réforme de l'impôt anticipé, le Conseil fédéral ainsi qu'une nette majorité du Conseil national et du Conseil des Etats entendent remédier à ce handicap. Les entreprises suisses ont aujourd'hui le plus grand mal à se financer sur le marché national des capitaux, ce qui les amène à se tourner vers les marchés étrangers. Il serait plus intelligent qu'elles puissent se financer en Suisse, ce qui créerait des emplois et générerait un surcroît de recettes fiscales. La votation sur la réforme de l'impôt anticipé aura lieu le 25 septembre 2022.

2. Résultat consolidé

En 2021, le résultat consolidé des banques en Suisse a augmenté d'environ 1,4 % par rapport à 2020. Le bénéfice annuel consolidé s'est inscrit en deçà de son niveau de l'année précédente.

Le résultat consolidé de toutes les banques en Suisse s'est établi en 2021 à CHF 70,9 milliards, en hausse de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Cette légère progression résulte d'une augmentation du résultat des opérations de commissions et prestations de services (+10,9 %) ainsi que des autres résultats ordinaires (+12,1 %). Elle a toutefois été ralentie par une diminution de CHF 3,2 milliards (-29,4 %) du résultat des opérations de négoce. En raison de la persistance du contexte de taux bas en 2021, le résultat des

²⁰ <https://www.swissbanking.ch/fr/actualites-et-positions/actualites/echange-automatique-de-renseignements-relatifs-aux-crypto-actifs-oui-mais-avec-les-memes-regles-pour-tous>

²¹ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/c/c/2/6/cc26ef1f62d0739ccb26c1b31e9d4a14f4296cc5/Stellungnahme%20SBVg%20Einfc3%BChrung%20Trust%202022.pdf

opérations d'intérêts n'a enregistré qu'une hausse modeste de 0,8 %, ce qui l'a ramené à son niveau de 2019 (CHF 23,8 milliards). Si la part des grandes banques dans le résultat consolidé a légèrement régressé pour la première fois depuis 2017, celles des autres groupes de banques sont restées relativement stables.

Périmètres de consolidation statistiques

La présente publication se fonde sur des données de la BNS issues des comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). S'agissant notamment des grandes banques et des banques à vocation internationale, ces données peuvent s'écarter de celles des comptes consolidés. Dans les statistiques qu'elle publie, la BNS distingue entre la perspective «Comptoirs résidents», la perspective «Maison mère» et la perspective «Groupe».

2.1 Evolutions en 2021

Résultat par domaines d'activité

Le résultat consolidé se compose du résultat des opérations d'intérêts, du résultat des opérations de commissions et prestations de services, du résultat des opérations de négoce ainsi que des autres résultats ordinaires. Il a augmenté de 1,4 % en 2021, sous l'effet conjugué d'une hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services et d'une baisse du résultat des opérations de négoce.

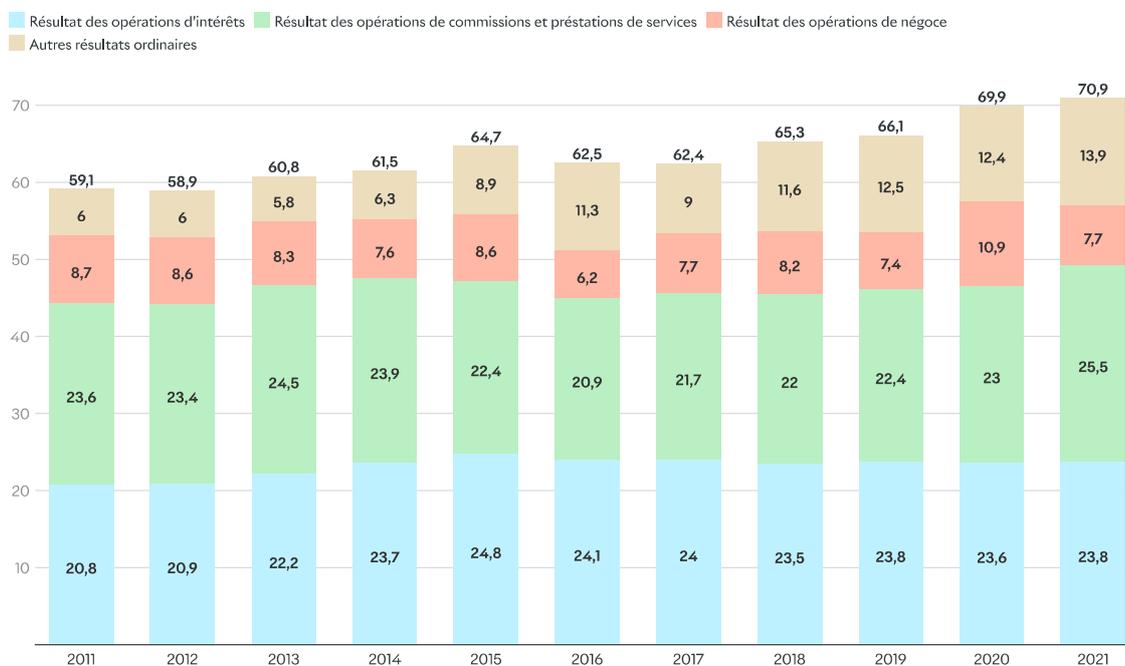
Pour la première fois depuis 2015, le résultat des opérations de commissions et prestations de services est la composante majeure du résultat consolidé, à 36 %. Il est en effet passé de CHF 23 milliards à CHF 25,5 milliards (+10,9 %). Cette hausse s'explique principalement par le fait qu'entre 2020 et 2021, les produits des commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement ont augmenté d'environ CHF 2 milliards (+8,9 %) en raison de la forte progression des cours des titres en 2021. Avec une part de 33,6 %, les opérations d'intérêts ont perdu leur statut de premier contributeur au résultat consolidé, alors même que leur résultat a légèrement augmenté (+CHF 0,2 milliard, soit +0,8 %). Cette faible hausse résulte d'une baisse marquée des charges d'intérêts (–CHF 4,8 milliards, soit –34 %) associée à une baisse un peu moins marquée des produits d'intérêts (–CHF 4,5 milliards, soit –12 %). La baisse des charges d'intérêts s'explique quant à elle par les meilleures conditions de refinancement dont bénéficient les banques ainsi que par l'allègement des intérêts négatifs prélevés sur leurs comptes de virement auprès de la BNS. Les revenus de cette dernière issus des intérêts négatifs se sont d'ailleurs une nouvelle fois inscrits en baisse par rapport à l'année précédente: entre 2020 et 2021, ils se sont réduits de quelque CHF 121 millions pour s'établir à CHF 1,3 milliard²², dont la majeure partie provient toujours des banques.

²² BNS (2022). Rapport de gestion 2021.

Graphique 9

Résultat par domaines d'activité

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Après une forte hausse en 2020, le résultat des opérations de négoce a enregistré une évolution inverse en 2021 et est revenu nettement en deçà de la barre des CHF 10 milliards. Cela représente une baisse de près de 30 % par rapport à l'année précédente et un retour au niveau d'avant 2020. Un des facteurs explicatifs de cette normalisation est la moindre volatilité des marchés observée en 2021, en particulier par rapport à 2020, ce qui a entraîné comme souvent une baisse des activités de négoce des banques.

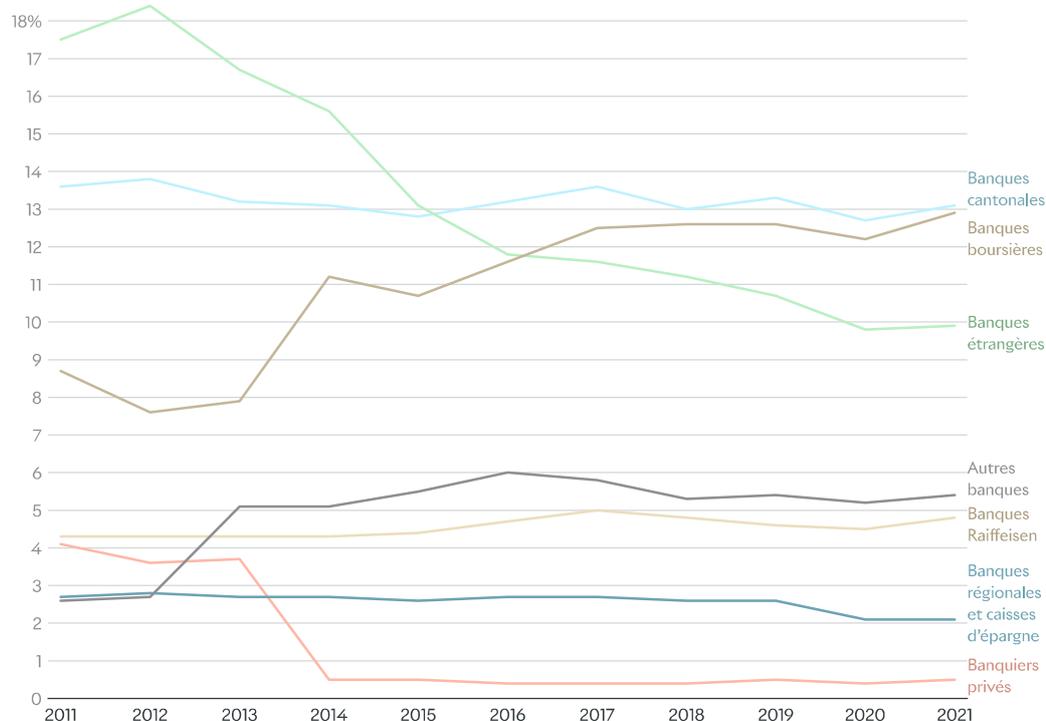
Résultat par groupes de banques

La baisse du résultat des opérations de négoce a surtout concerné les grandes banques, dont la contribution au résultat consolidé s'est légèrement érodée. Les parts respectives des autres groupes de banques sont restées relativement stables.

Graphique 10

Résultat par groupes de banques (hors grandes banques)

En %



Nota: la part des grandes banques dans le résultat consolidé oscille depuis 2010 entre 46 % et 53 %, soit un niveau nettement supérieur à celui des autres groupes de banques. Afin de rendre l'évolution de ces derniers plus visible, le graphique ne fait pas apparaître l'évolution de la part des grandes banques.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Par rapport à 2020, tous les groupes de banques, à l'exception des grandes banques, ont affiché en 2021 une contribution croissante ou stable au résultat consolidé. La part des banques cantonales s'est ainsi inscrite en hausse de 0,4 point de pourcentage à 13,1 %, ce qui correspond à un résultat en augmentation de CHF 366,5 millions. Les banques étrangères ont également accru leur contribution, inversant ainsi la trajectoire baissière des dix dernières années. Leur part dans le résultat consolidé s'est établie en 2021 à 9,9 %, soit un montant de CHF 6 992,7 millions. Les grandes banques (non visibles sur le graphique), qui constituent le seul groupe de banques dont le résultat s'est étioilé en 2021 (-CHF 640 millions), ont vu leur contribution au résultat consolidé passer dès lors de 53,1 % à 51,4 %. Ce recul s'explique principalement par la baisse des opérations de négoce, lesquelles constituent une composante du résultat plus importante au sein des grandes banques que dans les autres groupes de banques.

Effets statistiques de la composition des groupes de banques

La BNS procède à la répartition des banques par groupes de banques selon sa libre appréciation. Des fusions, scissions, créations de banques et autres changements structurels sont susceptibles de modifier la composition des groupes de banques au fil du temps. Par exemple, en 2021, la banque boursière Banque Pâris Bertrand SA a été reprise par Rothschild & Co SA, une banque en mains étrangères. Il en résulte que dans les statistiques bancaires, les activités concernées sont attribuées non plus au groupe «banques boursières», mais au groupe «banques étrangères». De même, en 2020, la Neue Aargauer Bank (NAB) a fusionné avec Credit Suisse (Suisse) SA, entraînant une baisse des activités attribuées au groupe «banques régionales». Rappelons enfin qu'après avoir changé de structure juridique en 2014, plusieurs banques du groupe «banquiers privés» figurent depuis lors dans les groupes «banques boursières» et «autres banques», d'où des ruptures structurelles dans les statistiques des groupes «banquiers privés» et «banques boursières».

Entre 2011 et 2021, la contribution des banques boursières au résultat consolidé a progressé, passant de 8,7 % à 12,9 %. De même, celle des grandes banques (non visible sur le graphique) est passée de 46,5 % à 51,4 %. Inversement, les parts des banquiers privés et des banques étrangères ont régressé sur la même période, passant de 4,1 % à 0,5 % pour les premiers et de 17,5 % à 9,9 % pour les secondes. S'agissant des banques étrangères, leur moindre contribution au résultat consolidé s'explique d'une part par le changement de contexte à l'issue de la crise financière, qui a entraîné la fermeture de nombreuses succursales en Suisse. D'autre part, dans le cadre de restructurations, quelques-unes de ces banques ont réduit leurs activités internationales à certains domaines spécifiques, ce qui s'est parfois traduit par la cession des autres domaines ou par des transferts intragroupe d'activités.

Bénéfice annuel et impôts

En raison de la légère hausse du résultat consolidé et de la stabilité des charges d'exploitation, le bénéfice brut généré par l'activité des banques en Suisse a augmenté de 3,1 % en 2021 par rapport à l'année précédente. Le bénéfice annuel après correctifs de valeur et impôts s'est établi à environ CHF 7,8 milliards.

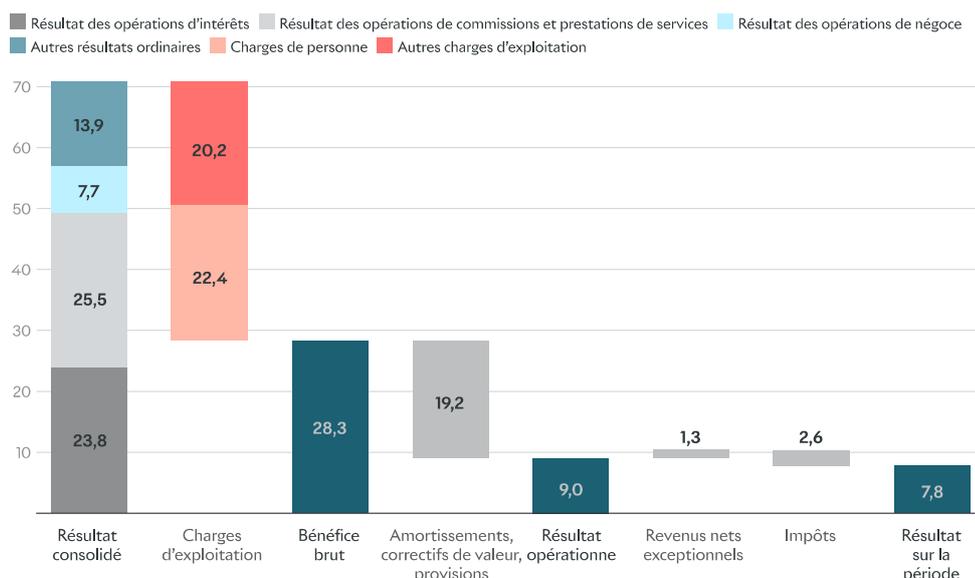
Les charges d'exploitation, qui se composent des charges de personnel et des autres charges d'exploitation, sont restées stables (+0,3 %) en 2021 par rapport à 2020, alors que le résultat consolidé a légèrement augmenté (+1,4 %). Le bénéfice brut s'est donc inscrit en hausse par rapport à l'année précédente (+CHF 0,8 milliard). Déduction faite des amortissements, des correctifs de valeur et des provisions, le résultat sur la période s'est établi en baisse sensible à CHF 9 milliards (-37,8 %), ce qui s'explique principalement par la forte hausse des amortissements et des provisions au sein des grandes banques en lien avec le hedge fund américain Archegos Capital Management et le prestataire de services financiers Greensill Capital. Il en est résulté en 2021 un bénéfice annuel de CHF 7,8 milliards, en baisse par rapport à l'année

précédente (2020: CHF 13,7 milliards). Les banques ont versé CHF 2,6 milliards d'impôts aux caisses de l'Etat, ce qui représente une nette hausse par rapport à l'année précédente (2020: CHF 1,9 milliard).

Graphique 11

Détermination du résultat sur la période des banques en Suisse, 2021

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

2.2 Un premier semestre 2022 marqué par de fortes incertitudes

En 2022, la reprise dynamique observée en 2021 a cédé la place à une évolution économique marquée par de fortes incertitudes. Le SECO prévoit pour l'année en cours une croissance du PIB de 2,6 %. En juin 2022, la BNS a relevé son taux directeur pour la première fois depuis quinze ans.

De fortes incertitudes pèsent sur l'évolution économique en 2022: la guerre qui perdure en Ukraine, les effets des sanctions internationales contre la Russie, la politique «zéro COVID» en Chine, l'éventualité d'une nouvelle vague pandémique, sans oublier une possible pénurie énergétique à venir – tous ces facteurs menacent de compromettre la reprise économique. Le niveau durablement élevé des taux d'inflation dans la zone euro et aux Etats-Unis constitue en outre un risque supplémentaire. S'agissant de la Suisse, l'objectif d'inflation de la BNS, fixé à 2 %, a été dépassé en février 2022 pour la première fois depuis 2008 et l'inflation atteignait 3,4 % en juin 2022.²³ Ce même mois, sous la pression inflationniste, la BNS s'est vue contrainte de procéder à un premier relèvement d'un demi-point de son taux directeur,

²³ OFS (2022). Indice suisse des prix à la consommation.

à -0,25 %.²⁴ A fin juin 2022, elle avait encaissé au total CHF 540 millions d'intérêts négatifs.²⁵ Par ailleurs, sur la première moitié de l'année, les crédits hypothécaires et les prix de l'immobilier résidentiel ont encore fortement augmenté selon la BNS.²⁶

Au premier semestre 2022, la Fed a relevé en quatre étapes la marge de fluctuation de son taux directeur, fixée désormais entre 2,25 et 2,5 points de pourcentage, et elle a commencé en juin 2022 à réduire son portefeuille d'emprunts – cela en réponse à la forte inflation, qui résulte selon elle de la hausse des prix de l'énergie, d'un déséquilibre entre l'offre et la demande consécutif à la pandémie de COVID-19 ainsi que d'une pression générale sur les prix.²⁷ La BCE a réagi quant à elle avec davantage de retenue. En juillet 2022, elle a décidé de relever son taux directeur de 0,5 point de pourcentage et de mettre un terme aux achats nets d'actifs dans le cadre de son Asset Purchase Programme (APP) et du Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP).²⁸ Mais en parallèle, elle a créé l'instrument de protection de la transmission (IPT), qui ne prévoit pas de restrictions sur les volumes d'achat.²⁹ Pour des raisons de politique monétaire notamment, l'euro n'a cessé de s'affaiblir par rapport au franc suisse au premier semestre 2022. Il a atteint la parité le 4 mars 2022 et, en juillet 2022, un euro coûtait moins d'un franc suisse. En revanche, le dollar américain s'est apprécié par rapport au franc suisse depuis mai 2022.

Toutes ces évolutions pèsent sur les prévisions conjoncturelles: le FMI table ainsi sur une croissance de l'économie mondiale de 3,2 %, tandis que le SECO anticipe une croissance du PIB suisse de 2,6 % en 2022.

Au premier semestre 2022, des votations et des décisions politiques importantes sont intervenues en Suisse. Par exemple, les électrices et les électeurs se sont prononcés contre la modification des droits de timbre. Le projet de suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre visait à stimuler l'innovation et à préserver ainsi l'emploi. Cela aurait renforcé le tissu économique de la Suisse, en particulier dans le segment des PME et des start-up. Par ailleurs, lors de sa séance spéciale sur la politique européenne tenue en février 2022, le Conseil fédéral a réaffirmé l'intérêt de la Suisse à poursuivre la voie bilatérale et défini les grandes lignes d'un paquet de négociation avec l'UE, après avoir décidé en mai 2021 de ne pas signer l'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. L'attachement du Conseil fédéral à la voie bilatérale mérite d'être salué, de même que l'intensification des discussions avec l'UE. En Suisse, la gestion de fortune transfrontalière pour le compte de client.e.s privé.e.s établi.e.s dans l'UE est une activité exportatrice importante, qui nécessite des solutions viables et durables en matière d'accès au marché. La Suisse a repris les sanctions de l'UE contre la Russie. Les banques jouent à cet égard un rôle important: entre la décision du Conseil fédéral et juillet 2022, elles ont bloqué des actifs financiers de client.e.s russes à hauteur de CHF 6,7 milliards.³⁰

Après l'évolution boursière favorable observée en 2021, les incertitudes géopolitiques et le resserrement de la politique monétaire ont entraîné une sévère correction des cours au premier semestre 2022. Entre janvier et juin 2022, le Swiss Market Index (SMI) a perdu jusqu'à 20 % et atteint temporairement un étiage à 10 349 points. A la fin du mois de juin, il se situait à près de 1 300 points d'indice en dessous de son niveau de l'année dernière. Compte tenu des incertitudes persistantes quant à l'évolution économique

²⁴ BNS (2022). Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire.

²⁵ BNS (2022). Rapport intermédiaire de la BNS au 30 juin 2022.

²⁶ BNS (2022). Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire.

²⁷ Fed (2022). FOCM statement and implementation note des 4 mai, 15 juin et 27 juillet 2022.

²⁸ BCE (2022). Décisions de politique monétaire des 9 juin et du 21 juillet 2022.

²⁹ BCE (2022). L'instrument de protection de la transmission.

³⁰ https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/exportkontrollen-und-sanktionen/sanktionen-embargos/sanktionsmassnahmen/faq_russland_ukraine.html, consulté en dernier lieu le 3 août 2022.

ainsi que de l'atténuation des effets de rattrapage liés à la pandémie de COVID-19, il est probable que les Bourses resteront sous pression au second semestre 2022, ce qui devrait peser sur les opérations de négoce et de commissions des banques.

Au premier semestre 2022, les faillites d'entreprises ont augmenté de 40 % par rapport à 2021, sachant toutefois que cette hausse n'a été que de 10 % par rapport à la moyenne des années 2018 et 2019. L'année 2021 se distingue en effet par un taux de faillite exceptionnellement bas grâce aux mesures de soutien liées à la pandémie de COVID-19. La vague de faillites concerne en particulier le secteur pharmaceutique et les entreprises de services mais, s'agissant de ces dernières, le nombre important de créations d'entreprises n'est sans doute pas anodin: beaucoup d'entreprises connaissent des difficultés pendant leurs premières années d'activité. En revanche, les taux de faillite dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et de la construction sont restés stables pour l'essentiel.³¹ Sur les quelque CHF 17 milliards de crédits COVID-19 octroyés par les banques suisses, environ CHF 6 milliards ont été intégralement remboursés à ce jour, dont CHF 822 millions au premier semestre 2022.³²

Grâce à leur forte capitalisation et à leurs progrès en matière de gestion des risques, les banques sont bien armées pour prévenir d'éventuelles défaillances de crédit et, le cas échéant, pour les absorber. Néanmoins, l'assombrissement des perspectives conjoncturelles ainsi que l'évolution boursière laissent présager des résultats globalement en baisse par rapport à l'année précédente pour 2022 et 2023.

3. Opérations au bilan

En 2021, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 3,5 %. La BNS a nettement réduit ses interventions monétaires par rapport à 2020, ce qui s'est répercuté sur les actifs des banques d'affaires: l'augmentation des comptes de virement des banques auprès de la BNS n'a été que de 4,4 % en 2021, contre environ 24 % en 2020.

Le total consolidé des bilans des banques en Suisse a poursuivi sur sa lancée. Il s'est inscrit en hausse de 3,5 %, passant de CHF 3 467,2 milliards en 2020 à CHF 3 587,8 milliards en 2021. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le poste de loin le plus important, même si les liquidités ont enregistré une augmentation substantielle de 11,1 % en 2021. Du côté des passifs, bien que les banques aient davantage répercuté les taux d'intérêt négatifs, les dépôts à vue se sont inscrits en hausse (+10,3 %) en 2021, de même que les dépôts à terme (+9 %) – lesquels avaient fortement baissé en 2020. Ces hausses reflètent l'augmentation du taux d'épargne pendant la pandémie de COVID-19³³ et laissent à penser que l'économie se remet assez rapidement de la crise sanitaire. L'encours de crédit national a encore augmenté légèrement (+2,8 %), porté par les créances hypothécaires qui ont affiché une hausse de 3,4 % et atteint ainsi un nouveau pic à CHF 1 111,6 milliards. Les autres crédits, composés des créances gagées et en blanc, ont enregistré un léger recul de 0,7 %. Comme en 2020, les banques cantonales (37,8 %) se sont taillé la part du lion sur le marché hypothécaire suisse, suivies des grandes banques (26,9 %).

³¹ Creditreform (2022). Firmen- und Privatkonkurse 2022 (en allemand uniquement).

³² <https://covid19.easygov.swiss/fr/#anchor-14>, consulté en dernier lieu le 25 juillet 2022.

³³ BNS (2022). Comptes financiers de la Suisse. Patrimoine des ménages en 2021.

3.1 Evolutions en 2021

Evolution des bilans par groupes de banques

En 2021, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 3,5 %. Ce sont les banques cantonales, les banques Raiffeisen et les banques étrangères qui ont enregistré la plus forte progression en chiffres absolus par rapport à 2020: ces trois groupes de banques sont à l'origine de près des deux tiers de la croissance totale des bilans. Quant aux grandes banques, elles ont conservé la part la plus importante dans le total consolidé des bilans, à 44 %.

Graphique 12

Total des bilans par groupes de banques

En milliards de CHF

Groupes de banques	2020	2021	Changement	Contribution
Banques cantonales	697,1	725,6	4,1%	20,2%
Grandes banques	1 566,6	1 578,1	0,7%	44,0%
Banques régionales et caisses d'épargne	111,4	118,0	5,9%	3,3%
Banques Raiffeisen	259,7	284,5	9,6%	7,9%
Banques étrangères	346,5	370,6	7,0%	10,3%
Banquiers privés	6,8	7,3	7,2%	0,2%
Banques boursières	256,9	269,7	5,0%	7,5%
Autres banques	222,3	234,1	5,3%	6,5%
Total	3 467,2	3 587,8	3,5%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Actifs

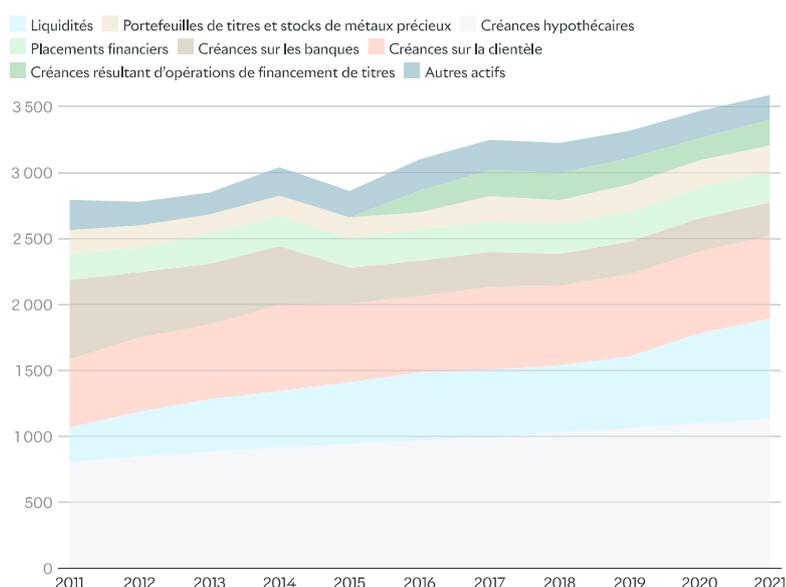
Les créances hypothécaires sont restées le principal poste d'actif en 2021, à 31,6 %. Si les liquidités, en hausse de CHF 76 milliards par rapport à 2020, ont contribué de manière déterminante à l'augmentation des actifs, ce sont les créances résultant d'opérations de financement de titres qui ont affiché la plus forte progression relative (+16,3 %).

En 2021, les créances hypothécaires suisses et étrangères ont augmenté de CHF 36,9 milliards par rapport à 2020, passant de CHF 1 098 milliards à CHF 1 134,9 milliards. Elles sont ainsi restées le poste d'actif le plus important des banques en Suisse, avec une part d'environ 31,6 %. Les liquidités ont enregistré une hausse de 11,1 % (+CHF 76 milliards) et constituent le deuxième poste d'actif par ordre d'importance. Les comptes de virement des banques auprès de la BNS ont augmenté de 4,4 % en 2021, soit à un rythme comparable à celui des années précédentes – à l'exception de l'année 2020, où le relèvement du facteur d'exonération avait entraîné un fort mouvement haussier de ces comptes. C'est le signe que l'économie se remet rapidement de la pandémie de COVID-19 et cela explique partiellement le léger tassement de la hausse des liquidités par rapport à 2020. En 2021, les banques Raiffeisen se sont démarquées des autres groupes de banques en affichant une forte hausse de leurs actifs détenus en compte de virement (+59,1 %). Cette évolution va de pair avec une hausse des liquidités de 56,2 %, laquelle résulte pour l'essentiel des afflux élevés de dépôts de la clientèle au sein des banques Raiffeisen³⁴.

Graphique 13

Composition des actifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

³⁴ <https://report.raiffeisen.ch/2021/fr/resultat-gb/>

Graphique 14

Evolution des postes de l'actif

En milliards de CHF

Position	2020	2021	Changement	Contribution
Liquidités	684,6	760,6	11,1%	21,2%
Portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux	202,9	199,5	-1,7%	5,6%
Créances hypothécaires	1 098,0	1 134,9	3,4%	31,6%
Placements financiers	238,2	232,6	-2,4%	6,5%
Créances sur les banques	253,3	252,1	-0,5%	7,0%
Créances sur la clientèle	617,6	626,5	1,4%	17,5%
Créances résultant d'opérations de financement de titres	166,8	194,0	16,3%	5,4%
Autres actifs	205,9	187,6	-8,9%	5,2%
Total du bilan	3 467,2	3 587,8	3,5%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2021, les créances sur la clientèle ont enregistré une hausse de CHF 8,9 milliards (+1,4 %). Avec une part de 17,5 % dans le total des actifs, elles sont restées à la troisième place dans le classement des postes d'actif par ordre d'importance. Les créances sur d'autres banques ont baissé de CHF 1,2 milliard (-0,5 %) pour s'établir à CHF 252,1 milliards. Ce léger recul résulte, d'une part, d'une baisse des créances sur des banques à l'étranger (-2,4 %) et, d'autre part, d'une hausse de CHF 2,8 milliards des créances sur des banques en Suisse (+3,2 %). La baisse de CHF 5,6 milliards enregistrée par les placements financiers se répartit à parts quasiment égales entre les placements financiers suisses (-CHF 3 milliards) et les placements financiers étrangers (-CHF 2,5 milliards). Les créances résultant d'opérations de financement de titres affichent la plus forte progression relative (+16,3 %), portée surtout par les créances suisses: celles-ci ont augmenté de 84,7 % par rapport à 2020 pour s'établir à CHF 38,5 milliards.

Principales évolutions de la composition des actifs depuis 2011

Des changements notables sont intervenus dans la composition des actifs au cours des dix dernières années, en particulier une augmentation spectaculaire des liquidités entre 2011 et 2021. Alors que celles-ci s'élevaient à CHF 259 milliards en 2011, elles atteignaient au total CHF 760,6 milliards à fin 2021, en dépit des taux d'intérêt négatifs. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, les interventions de la BNS pour lutter contre le franc suisse fort ont été déterminantes, dans la mesure où les achats de devises étrangères effectués par la BNS font gonfler les comptes de virement en francs suisses détenus par les contreparties. D'autre part, en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, les coûts d'opportunité liés à la détention de liquidités étaient réduits, de sorte que les banques ont déposé d'abondantes liquidités en comptes de virement auprès de la BNS. En 2021, leurs actifs détenus dans ces comptes ont encore augmenté de 4,4 % par rapport à 2020 pour s'établir à CHF 623,5 milliards.

Les créances hypothécaires suisses et étrangères, elles aussi, se sont inscrites en hausse constante entre 2011 et 2021 (de CHF 809,4 milliards à CHF 1 134,9 milliards). Leur part dans le total des actifs est ainsi passée de 29 % à 31,6 % entre fin 2020 et fin 2021. La faiblesse persistante des taux d'intérêt, là aussi, a joué un rôle, de même que la forte demande immobilière en résultant – d'autant plus qu'au cours des deux dernières années, la pandémie de COVID-19 et notamment le lockdown ont encore attisé la demande dans le domaine de l'immobilier résidentiel.

S'agissant des créances sur les banques, elles représentaient 21,5 % du total des actifs en 2011. En 2021, ce chiffre n'était plus que de 7 %. Cette diminution tient en particulier au fait que les banques ont volontairement réduit ce poste du bilan pour atténuer les liens d'interdépendance avec d'autres établissements. Elle résulte aussi des exigences réglementaires accrues en matière de fonds propres.

Evolution des opérations de crédit en Suisse

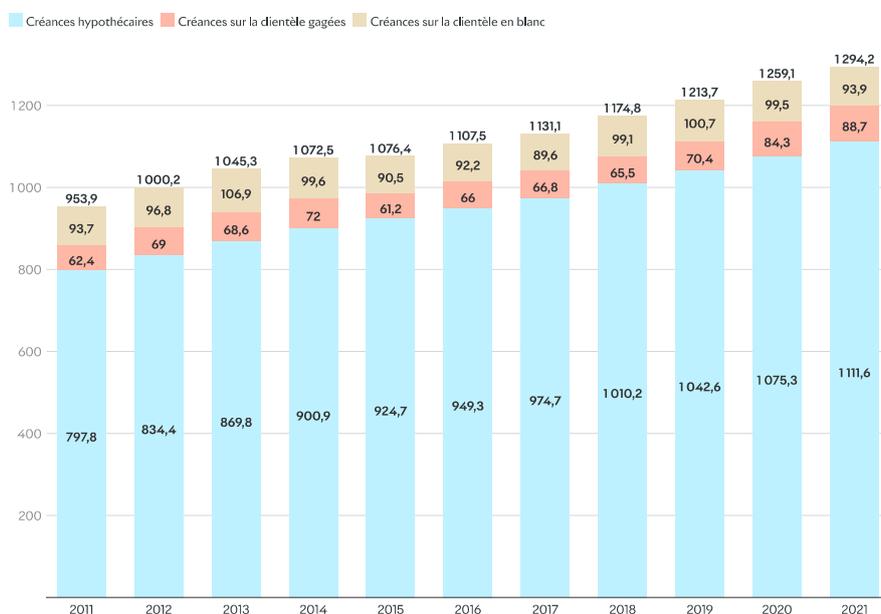
En 2021, l'encours de crédit national a augmenté d'environ 2,8 % par rapport à l'année précédente. Il était constitué à 85,9 % de créances hypothécaires résultant pour l'essentiel d'hypothèques consenties aux ménages.

L'encours de crédit national s'élevait en 2021 à CHF 1 294,2 milliards, dont CHF 182,6 milliards provenant de créances gagées et en blanc sur la clientèle (entreprises, corporations de droit public et crédits à la consommation) et CHF 1 111,6 milliards provenant de créances hypothécaires. Par rapport à 2020, l'encours total de crédit national s'est inscrit en hausse de 2,8 %. C'est une évolution comparable à celle des années précédentes. Au total, entre 2011 et 2021, les créances hypothécaires ont augmenté de CHF 313,8 milliards et leur part dans l'encours de crédit national est passée de 83,6 % à 85,9 %. Si les créances gagées se sont inscrites en hausse de CHF 4,4 milliards, les créances en blanc ont enregistré un recul de CHF 5,6 milliards en 2021.

Graphique 15

Evolution de l'encours de crédit national

En milliards de CHF

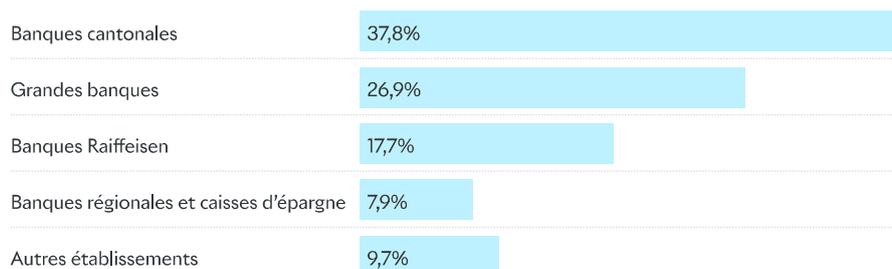


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

L'encours de crédit hypothécaire total a augmenté de 3,4 % en 2021, à CHF 1 134,9 milliards. L'essentiel de ce montant (CHF 1 111,6 milliards) concernait des client.e.s suisses. La part des crédits hypothécaires à taux fixe s'élevait à 81,7 %. Le taux d'intérêt moyen applicable aux créances hypothécaires nationales a baissé en 2021, passant de 1,28 % à 1,21 %. Les créances hypothécaires d'une durée de plus de cinq ans ont gagné en importance au fil du temps: elles représentaient 28,6 % des créances hypothécaires en 2021, contre 16,6 % en 2011. En termes de volume, à fin 2021, deux tiers des hypothèques nouvellement conclues l'avaient été par des ménages.

Graphique 16

Répartition du marché national du crédit hypothécaire, 2021



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

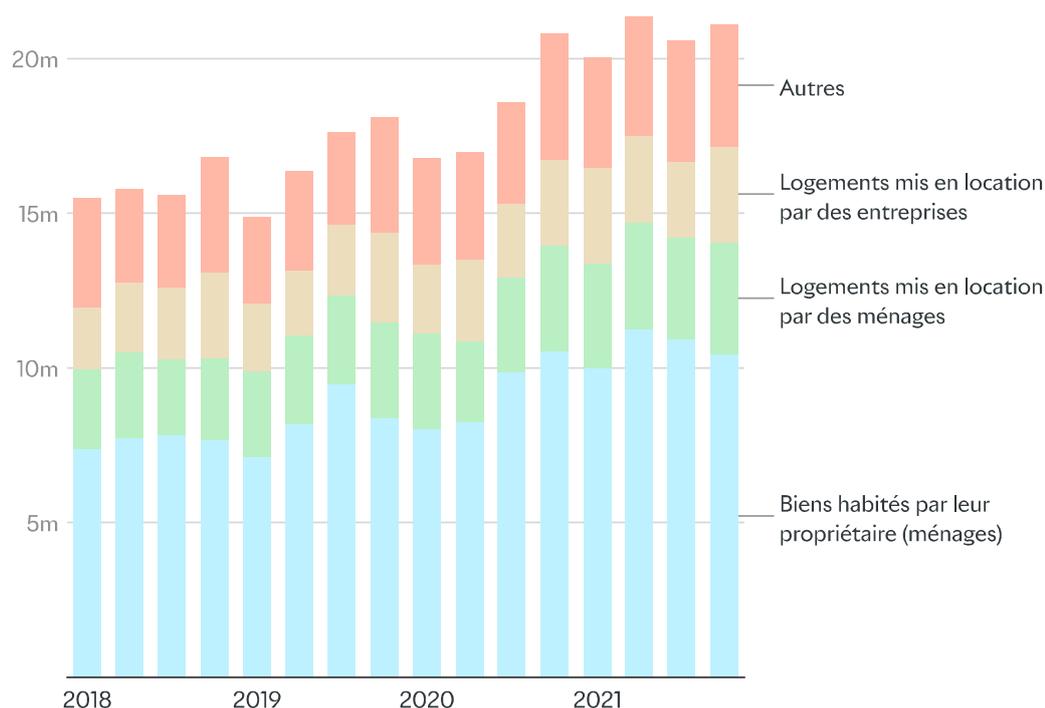
A fin 2021, les banques cantonales drainaient au total 37,8 % de l'encours de crédit hypothécaire national – un niveau inchangé par rapport à l'année précédente – et les grandes banques 26,9 %. Au cours des dernières années, ce sont surtout les banques cantonales et les banques Raiffeisen qui ont étoffé leurs positions sur le marché suisse du crédit hypothécaire, tandis que les grandes banques ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne ont perdu des parts de marché.

En termes de catégories de nantissement, la part des créances hypothécaires suisses de premier rang s'est établie à 93 % en 2021. La catégorie de nantissement «premier rang» comprend les créances hypothécaires jusqu'à deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble concerné. On n'observe pas de différences significatives selon les groupes de banques. La forte proportion de crédits hypothécaires de premier rang laisse à penser que les banques restent prudentes en matière d'octroi de crédits hypothécaires. L'ASB a révisé en 2019 ses Directives relatives aux exigences minimales pour les financements hypothécaires et renforcé les dispositions concernant les immeubles de rendement.³⁵

Graphique 17

Nouveaux contrats de crédit hypothécaire

En milliards de CHF par trimestre, limites



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

³⁵ https://www.swissbanking.ch/_Resources/Persistent/9/5/c/9/95c9c3cbf40cb4ad6a10be39d257713f1c169c6d/SBA_Directives_relatives_aux_exigenes_minimales_pour_les_financements_hypoth%C3%A9caires_FR.pdf

Passifs

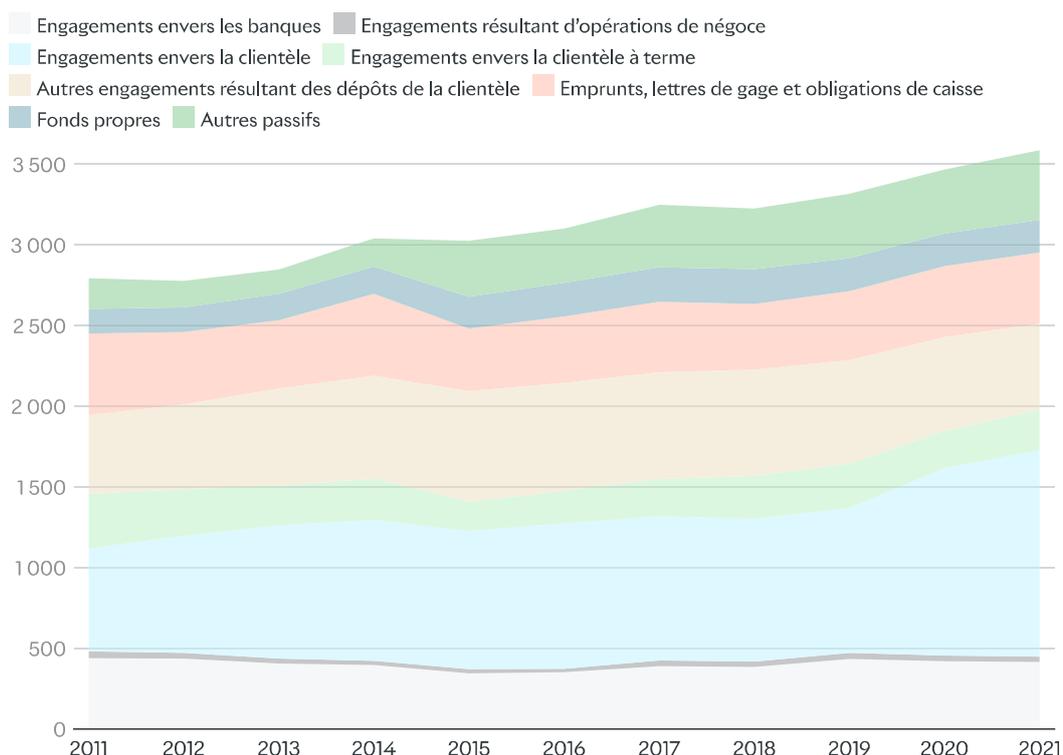
En 2021, les engagements résultant des dépôts de la clientèle constituaient plus de la moitié des passifs. Par rapport à 2020, les dépôts à vue et à terme ont augmenté, tandis que les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle et les engagements résultant des opérations de négoce ont évolué en sens inverse.

Le poste «Engagements résultant des dépôts de la clientèle», qui comprend les dépôts à vue, les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle, a enregistré en 2021 une hausse de CHF 90,5 milliards (+4,6 %). En fin d'année, il représentait 57,5 % du total des bilans. Cette hausse est due au fait que les dépôts à vue comme les dépôts à terme ont augmenté d'environ 10 %. Après avoir accusé un fort recul en 2020, les dépôts à terme se rapprochent ainsi de leur niveau de 2019. Les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle ont baissé de 8,5 % en 2021 par rapport à l'année précédente.

Graphique 18

Composition des passifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Graphique 19

Evolution des postes du passif

En milliards de CHF

Position	2020	2021	Changement	Contribution
Engagements envers les banques	420,9	415,6	-1,3%	11,6%
Engagements résultant d'opérations de négoce	34,3	32,0	-6,7%	0,9%
Engagements envers la clientèle	1 161,7	1 281,0	10,3%	35,7%
Engagements envers la clientèle à terme	230,4	251,1	9,0%	7,0%
Autres engagements résultant des dépôts de la clientèle	582,1	532,6	-8,5%	14,8%
Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse	439,2	442,7	0,8%	12,3%
Fonds propres	203,2	200,7	-1,2%	5,6%
Autres passifs	395,4	432,1	9,3%	12,0%
Total du bilan	3 467,2	3 587,8	3,5%	100,0%

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

En 2021, les engagements envers les banques se sont inscrits en baisse de CHF 5,3 milliards, ce qui s'explique principalement par le recul des engagements envers les banques en Suisse (-CHF 6,2 milliards). Les engagements envers les banques à l'étranger, en revanche, ont augmenté d'environ CHF 1 milliard. Les engagements résultant des opérations de négoce ont baissé de CHF 2,3 milliards à CHF 32 milliards. Cette baisse est surtout le fait des grandes banques, dont les engagements envers l'étranger se sont réduits (-CHF 2,9 milliards). Le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» a augmenté de CHF 3,5 milliards, en particulier parce que la hausse des emprunts et lettres de gage en Suisse (+CHF 14,2 milliards) a été plus forte que leur baisse à l'étranger (-CHF 9,7 milliards). Si les banques cantonales et les banques Raiffeisen sont à l'origine d'une grande part de cette hausse, la baisse est surtout

imputable aux grandes banques (–CHF 9,6 milliards), qui sont les seules à faire figurer le poste «Emprunts et lettres de gage à l'étranger» au passif de leurs bilans.

Composition des passifs au fil du temps

La part des engagements envers les banques est passée de 15,7 % en 2011 à 11,6 % en 2021. Comme dans le cas des actifs, ce recul montre que les liens d'interdépendance entre les banques, notamment en Suisse, se sont relâchés au fil du temps. Sur la même période, soit entre 2011 et 2021, les dépôts à vue sont passés de CHF 640,1 milliards à CHF 1 281 milliards, de sorte qu'ils constituaient de loin le principal poste de passif (35,7 %) à fin 2021. La part des dépôts à terme est passée quant à elle de 12 % en 2011 à 7 % en 2021. Le contexte de taux bas fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par rapport aux dépôts à vue, d'où des arbitrages au détriment des premiers.

3.2 Hausse du total consolidé des bilans au premier semestre 2022

Le total consolidé des bilans s'est inscrit en hausse (+1,3 %) dans les premiers mois de l'année en cours. Les augmentations majeures concernent, du côté des actifs, les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les autres actifs et, du côté des passifs, les engagements envers les banques ainsi que les engagements résultant des opérations de négoce.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2022, le total consolidé des bilans des banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 1,3 %, à CHF 3 828,4 milliards. En 2021, la progression du total des bilans avait été portée du côté des actifs par la forte augmentation des liquidités et des créances résultant d'opérations de financement de titres, tandis que les autres actifs enregistraient un recul marqué. Entre janvier et mai 2022, les créances résultant d'opérations de financement de titres sont restées sur leur lancée (+CHF 23,8 milliards, soit +12,6 %), rejointes dans ce mouvement haussier par les autres actifs (+CHF 21,5 milliards, soit +9,2 %) et par les placements financiers (+CHF 14,9 milliards, soit +6,1 %). En revanche, les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux se sont fortement réduits (–CHF 16,4 milliards, soit –8,2 %). Ces évolutions tiennent sans doute à l'effondrement boursier ainsi qu'à la volatilité accrue des marchés depuis la fin de l'année 2021. Les liquidités quant à elles sont restées stables entre janvier et mai 2022 (+CHF 0,8 milliard, soit +0,1 %). Les créances hypothécaires semblent augmenter cette année au même rythme que l'année dernière, la demande immobilière reste forte. Grâce au tournant en matière de taux d'intérêt, la marge d'intérêt brute s'est améliorée pour les nouvelles affaires.

Du côté des passifs, l'augmentation du total des bilans est due principalement à la hausse des engagements envers les banques (+CHF 14,6 milliards, soit +2,9 %), mais aussi à celle des engagements résultant des opérations de négoce (+CHF 1,8 milliard, soit +5,3 %). Si l'on avait observé en 2021 une augmentation des dépôts à vue comme des dépôts à terme, les premiers ont baissé de 1,4 % au premier semestre 2022 (–CHF 18,7 milliards), tandis que les seconds affichaient une hausse notable de 10,9 % (+CHF 29,4 milliards). Les dépôts à terme ont donc retrouvé de leur attrait. Compte tenu du relèvement du taux directeur décidé par la BNS en juin 2022, cette évolution devrait se poursuivre et conduire à des arbitrages au détriment des dépôts à vue et en faveur des dépôts à terme.

4. Gestion de fortune

A fin 2021, le total des actifs sous gestion dans les banques en Suisse s'établissait à CHF 8 830,3 milliards (+12,1 %). Cette forte progression par rapport à 2020 reflète la reprise des marchés après la pandémie de COVID-19: elle a eu pour principal moteur une augmentation des portefeuilles de titres de près de CHF 1 000 milliards.

En 2021, les actifs sous gestion de la clientèle suisse ont augmenté de CHF 414,5 milliards, ceux de la clientèle domiciliée à l'étranger ont même augmenté de CHF 537,2 milliards. Au total, la croissance des actifs sous gestion dans les banques en Suisse a donc été forte, à +12,1 %. La hausse notable des portefeuilles de titres (+14,3 %) a joué un rôle moteur dans cette évolution. Dans la mesure où les portefeuilles de titres représentent environ 90 % des actifs sous gestion, le recul des dépôts fiduciaires et des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue n'a pas eu d'impact sur le résultat global. La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies est restée inchangée par rapport à 2020. Le franc suisse est toujours la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Depuis 2011, on observe globalement une augmentation constante des actifs sous gestion.

4.1 Evolutions en 2021

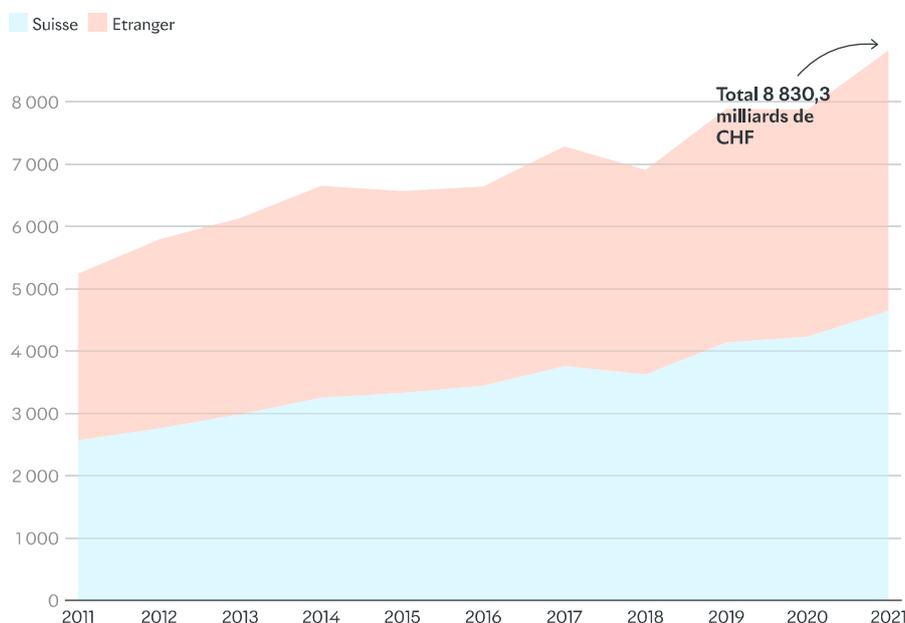
Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger

En 2021, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont affiché une hausse marquée, à CHF 8 830,3 milliards (+12,1 %). Cette hausse concerne tant les actifs de la clientèle nationale que ceux de la clientèle étrangère. Elle a été portée par la forte augmentation des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients.

Graphique 20

Actifs sous gestion en Suisse selon la provenance des client.e.s

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Les actifs sous gestion se composent des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients (CHF 7 937,8 milliards), des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (CHF 783,7 milliards) ainsi que des engagements fiduciaires (CHF 108,8 milliards). En 2021, sous l'impulsion d'une évolution très favorable du marché, les portefeuilles de titres ont augmenté d'environ CHF 993,8 milliards par rapport à 2020. En revanche, les engagements fiduciaires (-10,8 %) et les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (-3,6 %) se sont inscrits en baisse. Comme les portefeuilles de titres constituent la part de loin la plus importante des actifs sous gestion, leur forte croissance a plus que compensé l'évolution négative des autres postes.

Après la crise financière et économique de 2008, on a assisté à un recul spectaculaire des actifs sous gestion. Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, en particulier, ont subi de lourdes pertes en raison de l'effondrement des cours de Bourse. Mais à partir de 2011, où ils s'établissaient à CHF 5 245 milliards, les actifs sous gestion ont progressivement repris des couleurs pour atteindre CHF 8 830,3 milliards en 2021.

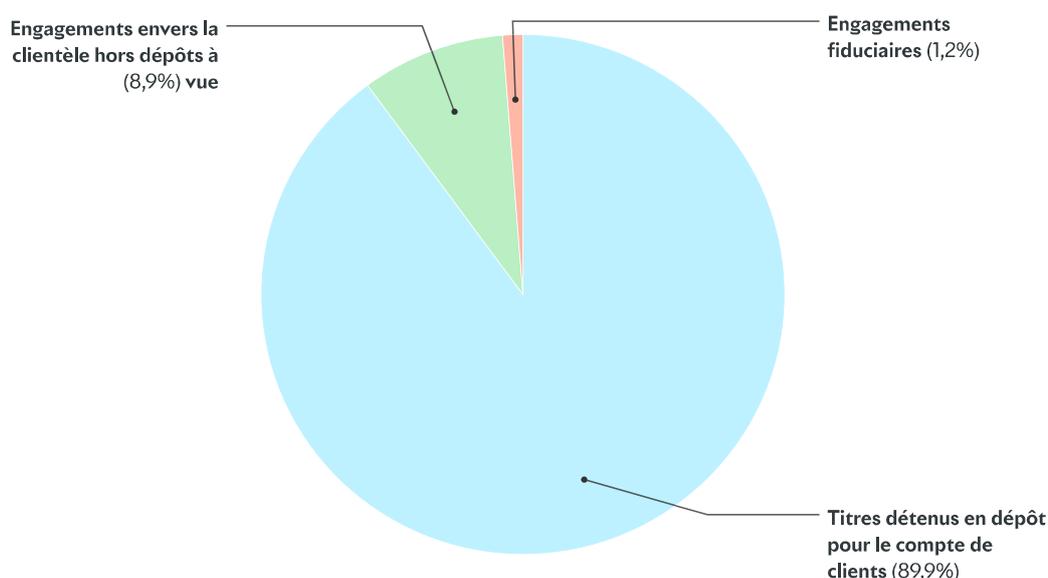
La part des actifs sous gestion de la clientèle étrangère a baissé entre 2011 et 2021, passant de 51 % à 47,4 %. Cela s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a l'effet monétaire. La clientèle étrangère détient une part d'actifs libellés en euros et en dollars américains nettement plus importante que celle de la clientèle suisse. Or les parts des actifs sous gestion sont calculées en francs suisses. Dès lors, si le franc suisse s'apprécie, la part des actifs de la clientèle étrangère baisse par rapport à celle de la clientèle suisse. En deuxième lieu, il y a sans doute aussi les exigences accrues quant à la conformité fiscale des clientes et des clients des banques. Afin de régulariser leur situation, nombre de clientes et de clients étrangers ont

• Swiss Banking

rapatrié au moins partiellement leurs avoirs dans leurs pays d'origine. Néanmoins, bien que les actifs sous gestion de la clientèle étrangère aient diminué par rapport à ceux de la clientèle suisse entre 2011 et 2021, ils ont augmenté de CHF 537,2 milliards (+14,7 %) sur la même période. Cette évolution récente pourrait s'expliquer par la hausse des cours des actions ainsi que par l'appréciation du dollar américain par rapport au franc suisse.

Graphique 21

Composition des actifs sous gestion, fin 2021



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

En 2021, la Suisse est restée le numéro 1 mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière pour le compte de clientes et de clients privés. Les portefeuilles se sont inscrits en hausse de 10,9 % par rapport à l'année précédente, à CHF 2 395,3 milliards.

Portefeuilles de titres

Les portefeuilles de titres constituent la majeure partie des actifs sous gestion. En 2021, l'assouplissement des mesures liées à la pandémie de COVID-19 ainsi que la politique monétaire expansionniste des banques centrales ont dynamisé les cours de Bourse dans de nombreuses régions du monde. Il en est résulté une forte hausse des portefeuilles de titres (+14,3 %).

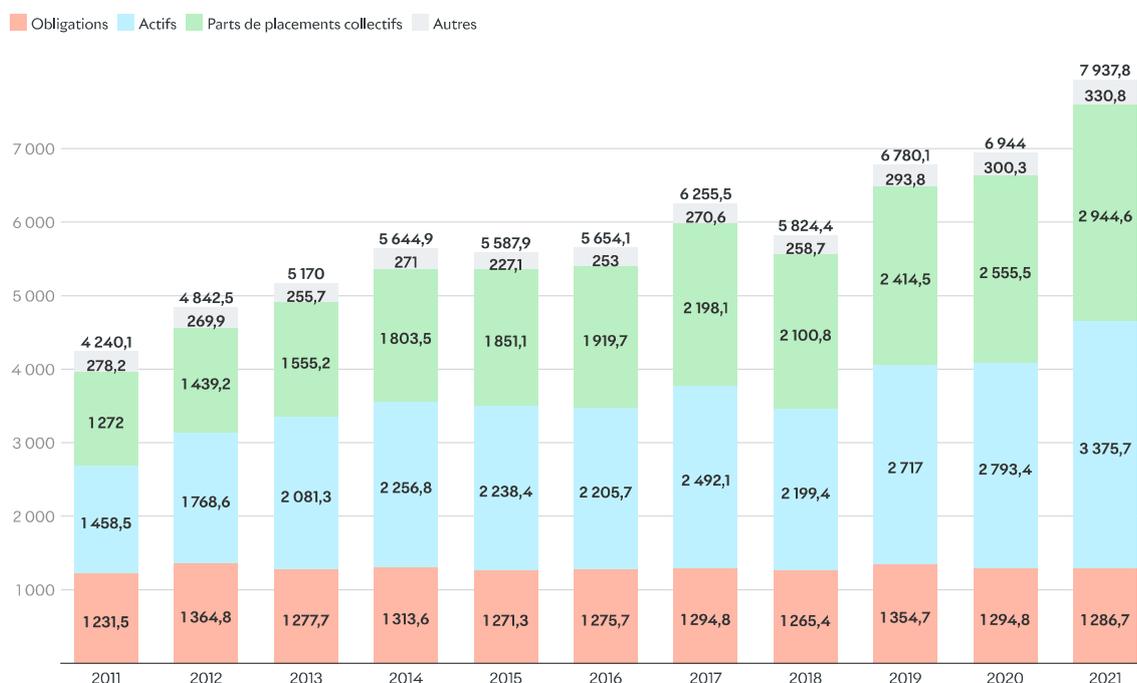
Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients ont fortement augmenté (+14,3 %) en 2021. Cette croissance notable par rapport à 2020 s'explique par la détente sur le front de la crise sanitaire, qui a poussé les cours de Bourse à la hausse, ainsi que par la solidité persistante du franc suisse. Entre le début et la fin de l'année, le SMI a nettement progressé (+2 070 points, soit +20,3 %). Dès le mois d'avril 2021, il avait retrouvé son niveau d'avant la pandémie de COVID-19. Le MSCI World Index a affiché quant à lui une hausse de 22,4 % en 2021. Au cours de l'année, le franc suisse s'est apprécié de 3,6 % par rapport à l'euro, mais il a perdu environ 3,5 % par rapport au dollar américain.

On distingue quatre types de portefeuilles de titres: «Actions», «Parts de placements collectifs», «Obligations» et «Autres». Alors que tous n'avaient que faiblement varié en 2020, certains se sont inscrits en forte augmentation en 2021. Les plus dynamiques ont été les portefeuilles de type «Actions» (+20,8 % par rapport à 2020), suivis des portefeuilles de type «Parts de placements collectifs» (+15,2 %). Les portefeuilles de type «Obligations» sont restés stables (-0,6 %). On peut en conclure que l'augmentation des portefeuilles de titres résulte principalement de la hausse des cours de Bourse, et ce depuis longtemps: sur la dernière décennie, elle s'est établie à 87,2 % au total. Sachant que les portefeuilles de type «Obligations» sont restés stables sur cette période, il apparaît qu'historiquement, la croissance globale des portefeuilles de titres a été tirée à la hausse par les portefeuilles de type «Actions» et «Parts de placements collectifs».

Graphique 22

Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client.e.s par types

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies

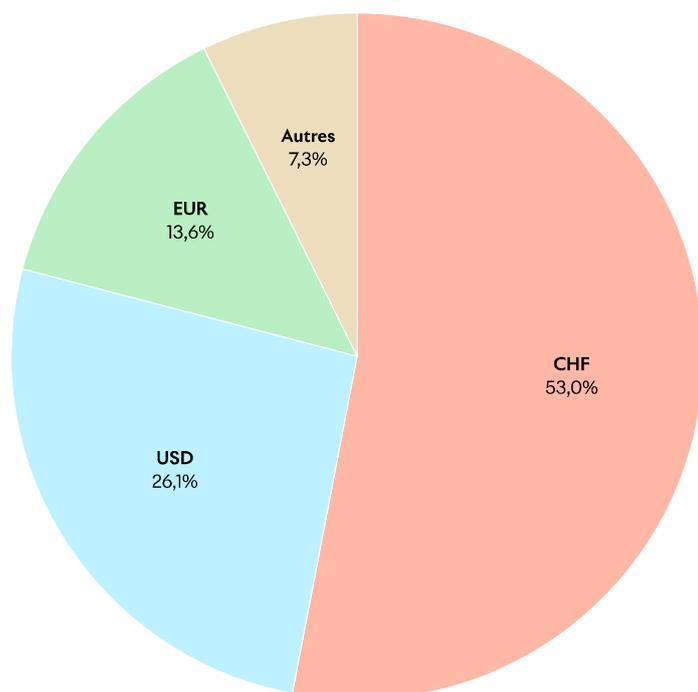
La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies est restée stable par rapport à 2020. A fin 2021, plus de la moitié des portefeuilles en dépôt étaient libellés en francs suisses. Un quart d'entre eux étaient libellés en dollars américains, tandis que l'euro et les autres monnaies se partageaient le dernier quart.

Le franc suisse reste la principale monnaie de placement, d'autant plus que sa part dans les portefeuilles en dépôt a légèrement augmenté entre 2020 (52,5 %) et 2021 (53 %). Les parts respectives des autres monnaies, elles aussi, n'ont que très faiblement varié: -0,3 point de pourcentage pour le dollar américain, +0,8 point de pourcentage pour l'euro. Si environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés en francs suisses sont suisses, la situation est inversée en ce qui concerne le dollar américain et l'euro: environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés dans ces monnaies sont étrangers.

Graphique 23

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies, fin 2021

CHF USD EUR Autres



Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

4.2 Recul des actifs sous gestion au premier semestre 2022

Après une forte hausse en 2021, les actifs sous gestion ont évolué en sens inverse (-4,4 %) au cours des premiers mois de l'année 2022. Ce recul s'explique par la contraction des portefeuilles de titres (-5,5 %), elle-même due principalement à l'évolution défavorable des marchés d'actions.

Les fortes incertitudes qui ont marqué les premiers mois de l'année 2022 ont eu des répercussions sur le volume des actifs sous gestion dans les banques en Suisse: à fin mai 2022, ces derniers s'établissaient à CHF 8 205 milliards, en baisse de 4,4 % par rapport à fin 2021. Cette baisse concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux des clientes et des clients domiciliés à l'étranger. Elle s'explique par l'évolution défavorable des marchés d'actions et par la contraction corrélative des portefeuilles de titres, en recul de 5,5 % (-CHF 421,1 milliards). Le SMI, qui a perdu jusqu'à 20 % au premier semestre 2022, reflète lui aussi la correction sur les marchés d'actions. Les engagements envers la clientèle ont augmenté de CHF 25,5 milliards (+3,3 %) pendant les premiers mois de 2022, avec une forte poussée des engagements envers la clientèle étrangère (+17,7 %). Quant aux engagements fiduciaires, ils se sont inscrits en hausse de CHF 17,7 milliards (+16,8 %) – mais cela n'a guère eu d'incidence, car ils ne représentent que 1,5 % du total des actifs sous gestion.

5. Emploi dans les banques en Suisse

A fin 2021, les banques employaient en Suisse 90 576 personnes (en équivalents plein temps), soit 619 de plus qu'à fin 2020. Le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait légèrement en deçà de son niveau dans l'économie globale, à 2,4 %. Il s'est nettement réduit par rapport à l'année 2020, marquée par la pandémie de COVID-19.

5.1 Evolutions en 2021

Après une baisse régulière depuis 2013, on a observé en 2020 une légère hausse des effectifs dans le secteur bancaire, qui s'est confirmée en 2021 (+0,7 %). En fin d'année 2021, le taux de chômage dans le secteur financier était légèrement inférieur à son niveau dans l'économie globale, à 2,4 %.

A fin 2021, les banques employaient en Suisse 90 576 personnes (en équivalents plein temps), ce qui représente 619 postes de plus (+0,7 %) sur une année. Après une période d'érosion continue, les effectifs dans le secteur bancaire se sont ainsi accrus pour la deuxième année consécutive et ont retrouvé leur niveau de 2018. En décembre 2021, selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur financier suisse s'établissait en moyenne à 2,4 %.³⁶ Il était ainsi légèrement inférieur au taux de chômage dans l'économie globale (2,6 %), qui a retrouvé un niveau comparable à celui d'avant la pandémie de COVID-19. A fin 2021, on comptait 3 081 chômeuses et chômeurs inscrits relevant du secteur bancaire, soit 1 256 de moins qu'à

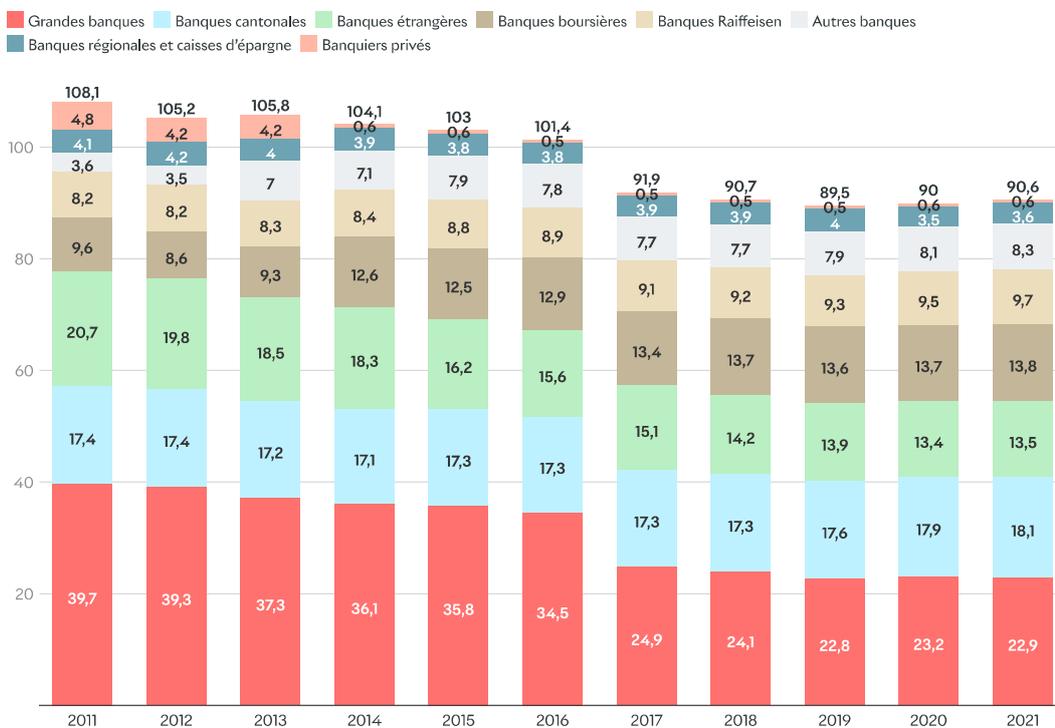
³⁶ SECO (2021). Situation sur le marché de l'emploi, décembre 2021.

fin 2020. Dans le courant de l'année 2021, les grandes banques ont supprimé 314 postes, alors que les autres groupes de banques en ont créé 933 au total. Malgré la hausse des effectifs, les charges de personnel se sont inscrites en baisse de CHF 206,7 millions par rapport à 2020. La part des femmes dans les effectifs en Suisse a légèrement décliné en 2021, à 38,3 % (34 733 équivalents plein temps). Comme les années précédentes, les banques Raiffeisen ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne sont en tête des employeurs de main d'œuvre féminine, à respectivement 45 % et 44,1 %.

Graphique 24

Effectifs des banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



Nota concernant l'année 2017: effet exceptionnel résultant d'un transfert de personnel effectué par une grande banque vers une société de services intragroupe.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Graphique 25

Evolution des effectifs par groupes de banques

En équivalents plein temps

Groupes de banques	2020	2021	Changement
Banques cantonales	17 900	18 091	190
Grandes banques	23 228	22 914	-314
Banques régionales et caisses d'épargne	3 529	3 640	111
Banques Raiffeisen	9 492	9 729	237
Banquiers privés	554	553	-1
Banques étrangères	13 395	13 542	147
Autres banques	8 111	8 264	153
Banques boursières	13 748	13 844	96
Total	89 958	90 577	619

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

5.2 Perspectives favorables à court terme en matière d'emploi

La situation actuelle de l'emploi ainsi que les perspectives d'ici la fin de l'année se présentent sous un jour favorable. Globalement, les effectifs ont augmenté d'environ 1 % au premier semestre 2022, mais avec une dynamique plus forte à l'étranger (+ 1,5 %) qu'en Suisse (+0,4 %). Près d'un tiers des banques interrogées pensent que cette évolution va se poursuivre au second semestre 2022.

Selon l'enquête réalisée par l'ASB, entre la fin 2021 et juin 2022, l'emploi dans les banques en Suisse a enregistré une légère hausse de 0,4 %, soit 325 postes. Quant aux effectifs à l'étranger, ils affichent une nette augmentation sur la même période (+1,5 %, soit +1 412 postes). Au vu des chiffres détaillés des entrées et sorties, il apparaît qu'un peu plus de 4 100 postes ont été créés dans les banques en Suisse sur les six premiers mois de l'année 2022, alors que 3 800 ont été supprimés. La fluctuation (entrées et sorties) est plus marquée à l'étranger qu'en Suisse, avec environ 6 800 créations de postes et un peu plus de 5 400 suppressions de postes.

Graphique 26

Total des effectifs en Suisse et à l'étranger

En équivalents plein temps	Etat au 30.06.2022	Evolution au premier semestre 2022			
		Variation nette	Variation en %	Entrées	Sorties
Suisse	89 940	325	0,4%	4 125	3 800
Etranger	94 146	1 412	1,5%	6 805	5 392

Nota: nombre de réponses: 153; nombre de banques interrogées: 205

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2022)

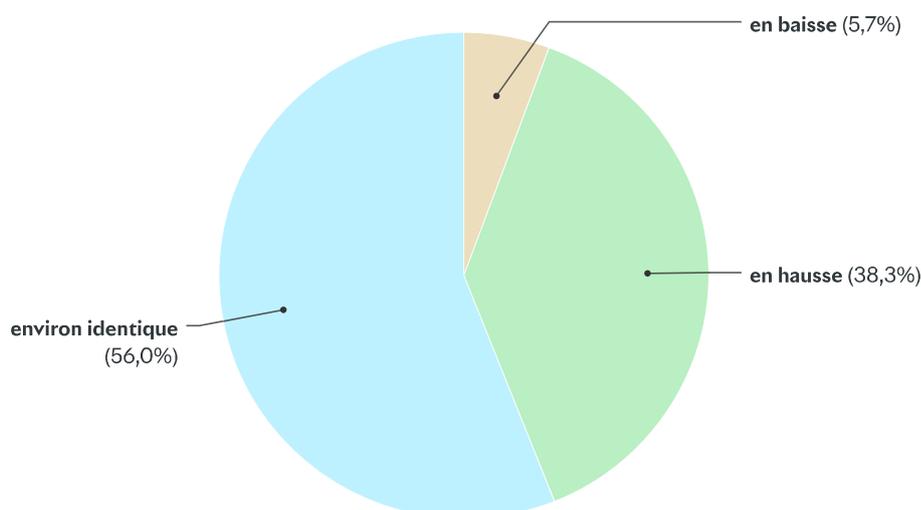
Optimisme des banques quant à l'évolution de leurs effectifs d'ici la fin de l'année

Comme l'année dernière, les banques interrogées se montrent optimistes quant à l'évolution de leurs effectifs au second semestre. Plus d'un tiers d'entre elles, soit une part légèrement plus importante qu'en 2021, prévoient de créer des emplois d'ici la fin de l'année, alors qu'un peu moins de 6 % prévoient d'en supprimer. Plus de 90 % des banques interrogées anticipant soit une stabilité, soit une hausse de l'emploi, la situation devrait rester au minimum inchangée au second semestre 2022.

Graphique 27

Evolution de l'emploi attendue au second semestre 2022

Parts en % de toutes les réponses



Nota: nombre de réponses: 153; nombre de banques interrogées: 205

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2022)

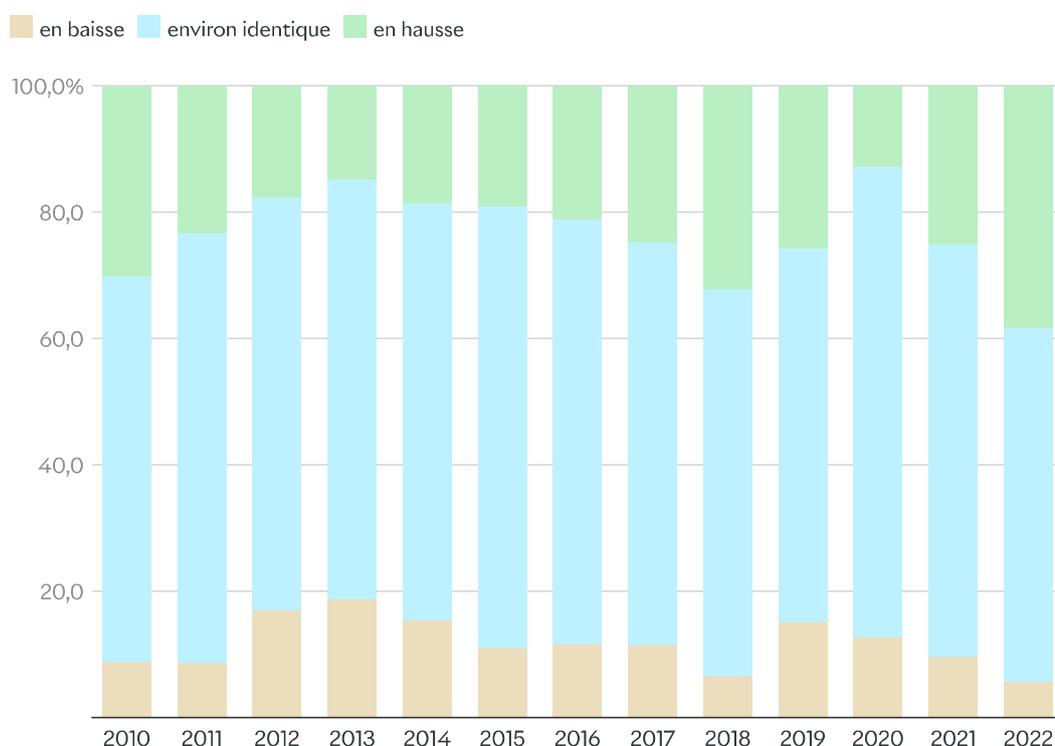
Baisse des effectifs prévue par une minorité de banques

S'agissant de leurs propres effectifs, la majorité des banques ont toujours répondu «à peu près identique» dans les enquêtes relatives à l'évolution de l'emploi réalisées par l'ASB ces dernières années. La part des banques prévoyant une baisse de leurs effectifs n'a cessé de diminuer depuis 2013, avec une exception en 2019. Cette tendance persiste en 2022, où les banques interrogées ne sont plus que 5,7 % à prévoir des suppressions d'emplois d'ici la fin de l'année.

Graphique 28

Résultats de l'enquête sur les prévisions d'emploi pour le second semestre

En % de toutes les réponses



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquêtes de l'Association suisse des banquiers

Créations d'emplois en vue dans plusieurs domaines d'activité

S'agissant des prévisions quant à l'évolution de l'emploi selon les domaines d'activité, les banques ont tendance à considérer que les perspectives sont positives dans quasiment tous les domaines d'activité. Dans les domaines Retail Banking, Wealth Management ainsi que Logistique et Operations (*back office*), elles sont plus d'un quart à prévoir des créations d'emplois. Dans les domaines Asset Management institutionnel et Opérations de négoce, l'immense majorité des banques interrogées (respectivement 80 % et 95 %) anticipent une stabilité de l'emploi d'ici la fin de l'année.

Graphique 29

Tendances de l'emploi au second semestre 2022

Total	Retail Banking	Wealth Management	Asset Management institutionnel	Opérations de négoce	Logistique et Operations ("back office")
→ ↗	→ ↗	→ ↗	→	→	→ (↗)

Nota: nombre de réponses: 153; nombre de banques interrogées: 205

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2022)

Légère baisse du taux de chômage dans le secteur bancaire

A la fin de l'année 2021, le taux de chômage était nettement inférieur à son niveau de l'année précédente, conditionné par la pandémie – que ce soit dans l'économie globale (2,6 %) ou dans le secteur financier (2,4 %). Courant 2022, l'accalmie s'est confirmée sur le front du chômage: au 30 juin 2022, le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait à 2,2 %, soit au même niveau que dans l'économie globale.

Bibliographie

Association suisse des banquiers (ASB)

«Echange automatique de renseignements relatif aux crypto-actifs: oui, mais avec les mêmes règles pour tous», mai 2022

«L'accès au marché de l'UE pour les banques suisses – Importance et perspectives. Document de travail ASB», juin 2019

«De nouvelles devises pour la Suisse? Les défis d'un franc numérique et de stablecoins privés pour les banques suisses. Document de réflexion ASB», juin 2021

«Open finance: deux associations sectorielles posent les bases d'une place financière ouverte», mars 2021

«L'avenir du banking suisse en perspective», juin 2021 (en coopération avec accenture)

«Réponse à la consultation sur l'introduction d'un trust suisse (modification du code des obligations)»*, avril 2022

BAK Basel

«L'importance économique du secteur financier suisse. Résultats 2021», novembre 2021

Banque centrale européenne (BCE)

«Décisions de politique monétaire des 9 juin et 21 juillet 2022», communiqués de presse, juin et juillet 2022

«Déclaration à la suite d'une réunion exceptionnelle du Conseil des gouverneurs», communiqué de presse, juin 2022

«L'instrument de protection de la transmission», communiqué de presse, juillet 2022

Banque nationale suisse (BNS)

«Portail de données de la Banque nationale suisse», juillet 2022

«Rapport intermédiaire de la Banque nationale suisse au 30 juin 2022», juillet 2022

«Examen du 16 juin 2022 de la situation économique et monétaire. La Banque nationale resserre sa politique monétaire en relevant à -0,25 % le taux directeur de la BNS», juin 2022

«Rapport de gestion 2021», mars 2022

Conseil fédéral

«Finance numérique: champs d'action 2022+», février 2022

«Message relatif à la modification de la loi sur les finances (réduction de l'endettement lié au coronavirus)», mars 2022

Creditreform

«Presseletter 04 – Die Konkurswelle ist da»*, juillet 2022

• Swiss Banking

Département fédéral des finances (DFF)

«Crédits transitoires Covid-19», 2022, consulté le 25 juillet 2022 sur <https://covid19.easy-gov.swiss/fr/#anchor-1>

Federal Reserve (Fed)

«FOCM statement and implementation note», mars, mai, juin et juillet 2022

Fonds monétaire international (FMI)

«Moniteur des finances publiques. La politique budgétaire, de la pandémie à la guerre», avril 2022

«Perspectives de l'économie mondiale», avril et juillet 2022

Institute of Financial Services Zug (IFZ)

«IFZ FinTech Study 2022 – An Overview of Swiss FinTech»**, mars 2022

Office fédéral de la statistique (OFS)

«Indice suisse des prix à la consommation», juillet 2022

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

«Tendances conjoncturelles», été 2021, hiver 2021/2022, printemps et été 2022

«La situation sur le marché du travail», publication mensuelle, 2022

Swiss Finance Institute

«Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index (GFRTCI)»**, avril 2022

* En allemand uniquement

** En anglais uniquement